



RAPPORT ANNUEL 2016

AVANT-PROPOS D'ENRICO LETTA



2016 demeurera une année mémorable pour l'Union européenne et pour notre Think-Tank.

C'est dans un contexte particulièrement instable pour l'UE que nous avons développé nos travaux en lien avec les décideurs européens et nationaux et afin d'éclairer le grand public. Ces travaux ont notamment porté sur la réponse européenne aux attentats terroristes et sur la consolidation de l'espace Schengen, le vote en faveur du Brexit et l'évolution de la Fédération européenne d'États-nations, le parachèvement de l'Union économique et monétaire, la promotion d'une véritable « Union de l'énergie », la stratégie commerciale de l'UE ou encore l'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis. La première partie de ce Rapport annuel donne un aperçu synthétique de ces travaux, que je vous encourage à approfondir via une consultation de notre site www.institutdelors.eu

La deuxième partie de ce Rapport annuel détaille les résultats spectaculaires que nous avons obtenus en 2016 en termes de visibilité dans les conférences et séminaires que nous organisons et où nous intervenons, de présence accrue dans les médias européens et internationaux, d'augmentation du nombre de nos lecteurs et de nos fans et « followers » sur les réseaux sociaux, etc. Elle indique comment nous avons utilisé les ressources dont nous avons disposé, et pour lesquelles je remercie l'ensemble de nos partenaires publics et privés, contributeurs et donateurs. Elle présente enfin les principales évolutions intervenues au sein de nos instances et de nos équipes, en rappelant que j'ai eu l'honneur et la charge de succéder à António Vitorino au mois de juillet.

Je veux saluer ici la contribution et l'héritage d'António, que je remercie vivement pour sa contribution décisive au développement de notre Think-Tank au cours des cinq dernières années. Je remercie également notre président fondateur Jacques Delors et notre président *emeritus* Pascal Lamy pour leurs apports inestimables. Je remercie enfin notre directeur, Yves Bertoncini, le directeur de notre bureau en Allemagne, Henrik Enderlein, ainsi que leurs équipes, pour leur engagement sans faille et leur efficacité.

À nos yeux, 2016 restera également marquée par la célébration du 20^e anniversaire de notre création sous le nom de « Notre Europe » : cette célébration a donné lieu à plusieurs événements de haut niveau évoqués ci-après, ainsi qu'à la réalisation d'un [Rapport d'activités 1996-2016](#) qui retrace nos principales réalisations depuis 20 ans, et que je vous recommande tout particulièrement de consulter.

Je vous souhaite une excellente lecture de ce Rapport annuel, en espérant qu'il vous donnera envie de suivre encore davantage nos analyses et recommandations au cours de l'année en cours et de nous encourager ainsi dans nos actions auprès des décideurs européens et du grand public, en France, en Allemagne et partout dans l'UE.

A handwritten signature in black ink, appearing to read "Enrico Letta".

Enrico Letta
président de l'Institut Jacques Delors

QUELQUES FAITS ET CHIFFRES 2016

- **76 publications** en versions anglaise et française (et parfois allemande), dont 30 Tribunes, 29 Policy Papers, 7 Études & Rapports et 10 Synthèses, portant notamment sur l'avenir de l'Union économique et monétaire, l'espace Schengen, la gouvernance européenne, l'Europe sociale, le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP), l'Union de l'énergie, etc.
- **38 événements** organisés ou co-organisés dans **6 pays** européens (France, Allemagne, Belgique, Italie, Portugal, Suisse) et un sur le Web.
- **157 interventions** dans des conférences et séminaires dans **24 pays** (17 de l'UE et 7 hors UE) ; au total, **plus de 20 000 citoyens** présents lors de nos événements et interventions.
- **17 vidéos** et plus de **20 sons** produits, **plus de 42 000 vues** des vidéos postées sur notre chaîne YouTube.
- La [célébration des 20 ans de l'Institut Jacques Delors](#), avec un dîner de gala en présence du Président de la République François Hollande, une conférence publique marquée par les interventions de Jean-Claude Juncker et Manuel Valls, et la publication d'un [Rapport d'activités 1996-2016](#).
- Plus de **900 apparitions médiatiques** de nos présidents, instances, directeurs et équipes, tous médias confondus, **dans 48 pays et dans des médias internationaux**, portant notamment sur le vote en faveur du Brexit, la crise migratoire en Europe et Schengen, le TTIP, etc. et touchant plusieurs millions de citoyens.
- Près de **149 000 visiteurs uniques** (et environ 205 000 visites) sur notre site www.institutdelors.eu (données « Google analytics »).
- Plus de **12 000 fans** sur Facebook, qui nous ont permis de nous maintenir dans le **top 3** des think tanks dédiés à l'UE les plus « aimés » sur ce réseau social.
- Des publications téléchargées **plus de 113 000 fois** et diffusées en version papier à plus de 25 000 exemplaires.
- L'ouverture à la consultation du [fonds d'archives personnelles](#) de notre président fondateur dans nos locaux ainsi qu'àuprès de nos partenaires académiques (Collège d'Europe, Bruges ; Université Catholique de Louvain, Louvain la Neuve ; Centre d'histoire de Sciences Po, Paris ; Archives historiques de l'Union européenne, Florence ; Collège d'Europe, Natolin ; Fondation Jean Monnet, Lausanne).
- La remise du premier [prix Jacques Delors du Meilleur Mémoire](#) (concernant les étudiants du Collège d'Europe) à **Marine Borchardt** et l'attribution de la première [Bourse d'étude Jacques Delors](#) à Alessandra Bitumi.
- L'Institut Jacques Delors classé **1^{er} Think-Tank** en [performance globale et transparence](#) par l'Observatoire européen des Think-Tanks en 2016.
- L'organisation de la première édition de [l'initiative Think Tanks Tandem](#), Vaux-de-Cernay, 8-9 juillet.
- Le développement des activités de notre bureau en Allemagne, le [Jacques Delors Institut - Berlin](#), avec la diffusion de publications en langue allemande, l'organisation de conférences à Berlin, des apparitions croissantes dans les médias, etc.

LES 20 ANS DE L'INSTITUT JACQUES DELORS : RANIMER L'EUROPE !

En 2016, l'Institut Jacques Delors a fêté les 20 ans de sa création sous le nom de « Notre Europe ». L'occasion de mettre en débat ses analyses et propositions afin de contribuer à façonner l'Europe, et de diffuser un [Rapport d'activités 1996-2016](#).

C'est dans cette perspective que le Président de la République française François Hollande s'est exprimé, le jeudi 6 octobre 2016, lors d'un [dîner de gala](#) où il a exposé la vision européenne de la France à un moment charnière de l'histoire de la construction européenne. Quel rôle pour la France dans la construction européenne ? Quelle « Europe » la France veut-elle après le référendum britannique ? L'Union est-elle une menace ou une réponse aux menaces ? Quel horizon européen pour les jeunes générations ? Voilà quelques-unes des questions auxquelles a répondu François Hollande lors de son discours délivré aux invités réunis au Collège des Bernardins.



Le Président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker et le Premier Ministre français Manuel Valls ont débattu le vendredi 7 octobre lors d'une [conférence publique](#) intitulée « L'avenir politique de l'Union européenne », organisée au Conservatoire National des Arts et Métiers et retransmise en direct sur nos sites et réseaux sociaux.



L'UE et ses États membres affrentent une crise aux multiples facettes dont l'issue déterminera le sort de la construction européenne. Après le référendum britannique, quelle Europe voulons-nous ? Quelle identité européenne dans la mondialisation ? Quelles frontières pour l'UE ? Comment assurer la sécurité collective des Européens ? Quelle stratégie européenne en matière économique et sociale ? Autant de questions auxquelles étaient invités à répondre Jean-Claude Juncker et Manuel Valls. Des partenariats avec des médias européens et des acteurs de la société civile de plusieurs pays de l'UE ont permis d'élargir plus encore le nombre de citoyens participant à ce débat interactif en interpellant le Président de la Commission européenne et le Premier Ministre français.

Notre [Comité européen d'orientation 2016](#) s'est réuni le vendredi 7 octobre après-midi pour débattre de « L'Union européenne après le référendum britannique », au cours de deux tables rondes.

La [première table ronde](#) s'est concentrée sur les enjeux de sécurité collective européenne. Elle a été introduite par Élisabeth Guigou, présidente de la commission des affaires étrangères à l'Assemblée nationale française et Étienne Davignon, président de Friends of Europe et Ministre d'État belge, et animée par Nicole Gnesotto, professeur titulaire de la Chaire sur l'Union européenne au CNAM et vice-présidente de l'Institut Jacques Delors.



La [seconde table ronde](#) a porté sur l'identité européenne dans la mondialisation à partir du regard intérieur de Margrethe Vestager, commissaire européenne à la concurrence, et du regard extérieur de Lakhdar Brahimi, ancien ministre des affaires étrangères algérien et ancien haut représentant des Nations unies, à l'occasion d'un débat introduit par notre président *emeritus* Pascal Lamy.

À la suite de ces discussions, une [déclaration commune](#) intitulée « Oui, nous sommes Européens ! » a été adoptée, publiée dans 6 médias européens (*Le Figaro*, *Handelsblatt*, *La Stampa*, *El País*, *El País Catalunya* et *To Vima*) et diffusée via nos sites et réseaux sociaux.

TRIBUNE LE MOT — 7 OCTOBRE 2016

OUI, NOUS SOMMES EUROPÉENS !

par l'Institut Jacques Delors et les participants à la réunion de notre Comité européen d'orientation

Cette Tribune est issue des débats entre les participants à la réunion du 7 octobre 2016 de notre Comité européen d'orientation. Elle a également été relayée par plusieurs journaux européens : *El País* (Espagne), *El País Catalunya* (Espagne), *Handelsblatt* (Allemagne), *Le Figaro* (France), *La Stampa* (Italie) et *To Vima* (Slovénie).

Nous sommes Européens, comme des citoyennes et citoyens de nos pays, mais aussi de l'Europe. Nous sommes Européens car nous pensons que l'Europe est notre destin, notre projet et notre espoir. Nous savons pleinement honorer nos traditions et nos racines, mais nous sommes également convaincus que le changement climatique, l'évasion fiscale, le terrorisme et l'agresseurisme sont des défis qui nous oblige à nous réinventer. Nous croyons que c'est en nous unissant pour nos meilleures normes que nous pouvons mieux défendre nos intérêts et nos valeurs. Nous croyons que l'Europe doit être un lieu de paix et de solidarité, au lieu de dispersion des forces dans un monde que des Etats-continentaux sont capables à l'égard de.

Nous pensons alors que le meilleur de nos deux traditions doit coexister pour une vie solitaire et d'engager une procédure de divorce, tout en souhaitant que des relations durables soient possibles entre l'Etat et l'Union, auquel comme dans l'avenir. Nous approuvons les accords de Paris pour lutter contre le changement climatique et nous saluons les mesures prises pour faire face aux autres défis qui doivent urgentement affaiblir l'UE, en soulignant pourtant que l'Europe est une force mondiale et que nous devons nous unir pour faire face à ces défis.

Nous sommes Européens car nous avons en partage la démocratie, l'Etat de droit, l'égalité homme-femme et la protection des minorités, ainsi que le non-recours à la guerre comme moyen de résolution des conflits. Nous sommes Européens car nous apprécions la diversité culturelle, qui est rare de voir appliquée avec autant d'enthousiasme sur notre continent. Nous considérons les demandes de nos citoyens comme étant légitimes et nous nous engageons à les respecter. Nous sommes également convaincus que les menaces, et nous nous félicitons des efforts réalisés pour faire face à ces défis. La mondialisation extérieure permet de diminuer leurs demandes de manière plus ordonnée, tout en renforçant notre sécurité.

Nous nous savons que le monde sera un pacifié et combien notre voisine instable en Ukraine et en Russie, en Syrie et en Irak, en Libye et au Sahel. Confondre ces menaces, nous devons faire face à elles, nous servir pour notre défense et développer notre puissance la assuré d'être forte.

Nous sommes attachés à notre économie sociale de marché qui reflète de concilier efficacité économique et solidarité sociale. Nous sommes également convaincus que l'UE doit se renforcer au niveau mondial. Nous sommes conscientes des nombreux défis qui nous font face, mais nous sommes également convaincues que l'UE peut faire face à ces défis si elle continue à travailler ensemble. Nous sommes également convaincues que l'UE doit faire face à ces défis si elle continue à travailler ensemble. Nous sommes également convaincues que l'UE doit faire face à ces défis si elle continue à travailler ensemble.

Nous sommes Européennes parce que notre longue histoire garantie nous a appris à prioriser le règlement des conflits et à faire face à nos défis ensemble. Nous sommes également convaincues que l'UE doit faire face à ces défis si elle continue à travailler ensemble.

Nous nous savons que le monde sera un pacifié et combien notre voisine instable en Ukraine et en Russie, en Syrie et en Irak, en Libye et au Sahel. Confondre ces menaces, nous devons faire face à elles, nous servir pour notre défense et développer notre puissance la assuré d'être forte.

SOMMAIRE

AVANT-PROPOS D'ENRICO LETTA	2
QUELQUES FAITS ET CHIFFRES 2016	3
LES 20 ANS DE L'INSTITUT JACQUES DELORS : RANIMER L'EUROPE !	4
1. Nos activités en 2016	8
1.1. Conjurer ensemble les menaces communes	9
1.1.1. Engager l'Europe dans son voisinage et dans le monde	9
1.1.2. Promouvoir une véritable « Union de l'énergie »	10
1.1.3. Renforcer la contribution de l'UE à la sortie de crise	11
1.1.4. Promouvoir le droit de libre circulation, composante fondamentale de la citoyenneté européenne et du marché intérieur	12
1.1.5. Consolider la « Fédération européenne d'États nations » face au référendum britannique	13
1.1.6. Nos dialogues citoyens	14
1.2. Saisir les opportunités européennes et internationales	15
1.2.1. Parachever l'Union économique et monétaire	15
1.2.2. Approfondir le marché unique et l'Europe sociale	16
1.2.3. Optimiser la politique commerciale de l'UE	17
1.2.4. Développer une politique migratoire européenne	18
1.2.5. Faire vivre la citoyenneté européenne	19
2. Notre fonctionnement en 2016	20
2.1. Notre visibilité en 2016	20
2.1.1. Nos publications les plus visibles	20
2.1.2. L'Institut Jacques Delors dans les conférences et séminaires	22
2.1.3. L'Institut Jacques Delors dans les médias	23

2.1.4. L'Institut Jacques Delors sur la toile	25
2.2. Nos équipes, nos instances et notre président fondateur	27
2.2.1. Nos équipes	27
2.2.2. Notre Conseil des garants	28
2.2.3. Notre Conseil d'administration	28
2.2.4. Notre Comité européen d'orientation	30
2.2.5. Nos activités de valorisation des archives personnelles de notre président fondateur	32
2.3. Notre financement en 2016	33
2.3.1. Nos financements structurels et nos partenaires	33
2.3.2. Nos financements projets	33
2.3.3. Notre appel aux donateurs	35
2.3.4. Nos dépenses	35
2.3.5. Notre rapport financier	37

1. Nos activités en 2016

Tout au long de l'année 2016, nous nous sommes concentrés sur des enjeux figurant au cœur de l'agenda des décideurs nationaux et européens ou au centre des débats publics très vifs que suscite l'Union européenne. Nos travaux ont eu vocation à clarifier les fondements des principales controverses relatives à l'UE, à proposer des analyses et recommandations opérationnelles et à nourrir des prises de position visant à consolider et à approfondir la construction européenne.

Ils ont été développés à partir de nos bureaux de Paris et de Berlin, sur la base d'un programme de travail visant à permettre aux Européens de « conjurer les menaces » et de « saisir les opportunités ».

Nous avons élaboré **76 publications**, parmi lesquelles 30 Tribunes, 29 Policy Papers, 7 Études & Rapports et 10 Synthèses. Toutes ces publications ont été diffusées gratuitement, en français, en anglais et parfois en allemand, via notre site Internet et nos réseaux sociaux, des courriers électroniques et postaux ainsi que lors de nos événements. ([voir www.institutdelors.eu](http://www.institutdelors.eu), rubrique « Publications »)

Nous avons organisé ou co-organisé **38 événements** (conférences, débats, présentations-débats, séminaires restreints) dans **6 pays européens** : Allemagne, Belgique, France, Italie, Portugal et Suisse ; et sur le Web. ([voir www.institutdelors.eu](http://www.institutdelors.eu), rubrique « Événements »)

Nos membres ont été régulièrement sollicités pour intervenir en tant qu'experts dans des conférences organisées par d'autres institutions et organisations : ils ont ainsi participé à **157 événements dans 24 pays**, aussi bien dans l'UE qu'au-delà. ([voir www.institutdelors.eu](http://www.institutdelors.eu), rubrique « Événements »)

En 2016, nous sommes intervenus massivement dans les médias européens et internationaux, ce qui nous a permis de valoriser nos travaux et de prendre position dans les principaux débats d'actualité. Au total, plus de **900 apparitions médiatiques** de nos présidents, instances, directeurs et équipes ont été enregistrées, tous médias confondus, **dans 46 pays et dans des médias internationaux**. ([voir www.institutdelors.eu](http://www.institutdelors.eu), rubrique « Médias »)

Nos travaux ont été mis en œuvre dans le cadre de trois axes thématiques, « Union européenne et citoyens », « Compétition, coopération, solidarité » et « Actions extérieures européennes », et ont donné lieu aux principales activités présentées ci-après. Ces travaux seront prolongés tout au long de l'année 2017, dans le souci d'être en phase avec les échéances décisionnelles européennes et les débats politiques en cours ou émergents, conformément au programme de travail adopté par notre Conseil d'administration. ([voir www.institutdelors.eu](http://www.institutdelors.eu), rubrique « Nos thèmes de travail »)

1.1. Conjurer ensemble les menaces communes

L'Union européenne est confrontée à une conjonction inédite de menaces à la fois extérieures (terrorisme, déstabilisation du voisinage, changement climatique, etc.) et intérieures (europophobie, atonie économique, etc.) qui nous conduisent à défendre les fondements de la construction européenne tout en appelant à des avancées permettant de mieux affronter ensemble les défis qui nous sont communs.

1.1.1. Engager l'Europe dans son voisinage et dans le monde

Nous avons poursuivi nos travaux géopolitiques dans un contexte marqué par les crises déstabilisant son voisinage immédiat (Ukraine/Russie, Méditerranée, Afrique) et dans la lignée de la nouvelle Stratégie globale de l'Union européenne et de la révision de la politique européenne de voisinage.

Engager l'Europe dans son voisinage et dans le monde 10 activités marquantes en 2016

- « Action extérieure de l'UE et Brexit : transformer un risque en opportunité », Policy Paper n°178 de Nicole Koenig, 22 novembre
- « Combattre le terrorisme islamiste : réponses franco-allemandes et européennes », Synthèse du Think Tank Tandem des 8 et 9 juillet, par Yves Bertoncini, 27 octobre
- « Les États-Unis et l'UE : renouveler le partenariat transatlantique », intervention d'Elvire Fabry dans le cadre du séminaire de la Fondation Ditchley, New York, 16-18 septembre
- « UE-Russie : dépasser les rivalités ? », Policy Paper n°170 de Cyril Bret et Florent Parmentier, 7 juillet
- « L'UE et notre sécurité collective : plus forts ensemble ! », Tribune de Jacques Delors, António Vitorino, Pascal Lamy, Enrico Letta et Yves Bertoncini, 17 juin
- « Vers un nouvel ordre géopolitique mondial », interventions de Pascal Lamy et Enrico Letta au Forum économique international des Amériques, Montréal, 13 juin
- « Redonner de l'énergie au partenariat oriental », Séminaire de haut niveau organisé par l'IJD-Berlin en coopération avec la Chancellerie et la Commission européenne, Varsovie, 13 juin
- « Le tango à Bruxelles : où va l'Europe de la défense ? », intervention d'Yves Bertoncini aux rencontres de l'IHEDN, Paris, 2 avril
- « Politique européenne de voisinage : comment réduire l'écart entre ambitions et résultats ? », Policy Paper n°160 de Nicole Koenig, 23 mars
- « La sécurité de l'UE : une urgence politique », Tribune de la Task force RELEX : Jacques Delors, Pascal Lamy, António Vitorino, Eneko Landaburu, Élisabeth Guigou, Étienne Davignon, Nicole Gnesotto, Philippe De Schoutheete, Elvire Fabry, Nicole Koenig et Thomas Pellerin-Carlin, 1^{er} mars

Pour en savoir plus : www.institutdelors.eu

Rubriques « Think Global – Act European » et « L'UE et ses voisins »



« Action extérieure de l'UE et Brexit : transformer un risque en opportunité », Policy Paper de Nicole Koenig, 22 novembre



« L'UE et notre sécurité collective : plus forts ensemble ! », Tribune de Jacques Delors, António Vitorino, Pascal Lamy, Enrico Letta et Yves Bertoncini, 17 juin

1.1.2. Promouvoir une véritable « Union de l'énergie »

Avec le lancement de son projet d'Union de l'énergie, la Commission européenne reprend à son compte l'idée de création d'une « Communauté européenne de l'énergie » émise par l'Institut Jacques Delors dès 2010 et détaillée dans son rapport de janvier 2015 intitulé « De la Communauté européenne de l'énergie à l'Union de l'énergie ».

Avec l'entrée en vigueur de l'Accord de Paris sur le climat, nous avons approfondi nos propositions permettant de bâtir une véritable Union de l'énergie capable d'accélérer la transition énergétique, centrée sur les citoyens, fondée sur les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique, dynamisée par l'innovation et comprenant une forte dimension sociale.

Promouvoir une véritable « Union de l'énergie » 10 activités marquantes en 2016

- "A new chapter in EU-Algeria energy relations", Policy Paper n°173 de Jekaterina Grigorjeva, 30 septembre
- Intervention de Thomas Pellerin-Carlin à la conférence organisée par WWF et MEP Bas Eickhout, Bruxelles, 28 septembre
- Participation au groupe de travail « Coopération énergétique UE-Inde » de la Friedrich Ebert Stiftung et du Global Relations Forum, événement organisé à Bombay-Pune (15-16 septembre) et à Bruxelles (5 octobre)
- « De la distraction à l'action : une stratégie d'innovation audacieuse pour l'Union de l'énergie », Policy Paper n°167 de Thomas Pellerin-Carlin et Pierre Serkine, 14 juin
- « L'Union de l'énergie, un an après », Tribune tirée de l'intervention du vice-président Maros Šefčovič lors de la conférence du 25 février, 8 juin
- Intervention de Jean-Arnold Vinois à la conférence organisée par Norden sur le thème "The Industrial Challenges for the Energy Sector", Tallin, 11-12 mai
- « Géopolitique de l'énergie et Nordstream 2 - Séminaire à Haut niveau », Berlin, 12 mai
- Intervention de Jean-Arnold Vinois à la conférence "EU-Canada: global cooperation on the environment, climate change and energy", Ottawa, 9 mai
- "How can the Juncker Plan unlock energy efficiency investment in the short and long term?", Étude de Thomas Pellerin-Carlin, dans le cadre du rapport dirigé par Eulalia Rubio sur le plan Juncker, mars
- « Un an d'Union de l'énergie - Placer le consommateur au centre, susciter l'innovation », événement de haut niveau organisé à Bruxelles devant 220 personnes, 25 février

Pour en savoir plus : www.institutdelors.eu
Rubriques « Union de l'énergie »



« Un an d'Union de l'énergie - Placer le consommateur au centre, susciter l'innovation »,
événement organisé à Bruxelles, 25 février

ENERGY – 21 MAY 2016
ENERGY UNION – 1 YEAR ON
Marie-Sophie Gasparini, Vice-President of the European Commission for Energy Union

President Juncker, dear Friend, ladies and gentlemen,

I am very pleased to celebrate the first anniversary of the Energy Union here with the Jacques Delors Institute. I would like to thank you all for your presence and for coming to this conference.

Thanking Helen Forrester the Jacques Delors Institute has organized this conference to mark the first anniversary of the Energy Union. The Energy Union has been a major priority for the European Commission over the last year.

Energy Union is a political project that has been shaped by the role of the Civil Society Committee.

Today we are here to look back at what we have accomplished throughout the first year and to look ahead to the challenges that lie ahead.

It is also an opportunity to take stock of where we have come to say "Member States are to be held to account for their progress in the implementation of the Energy Union."

In particular, we have to make sure that the Strategy published last year, before the Strategy was revealed, that "Energy Union is a political project that has been shaped by the role of the Civil Society Committee."

Other than the Jacques Delors Institute, I would also like to thank the European Commission, the President Delors himself together with President Juncker and the other members of the Energy Union.

Energy Union is taking, I am very glad that President Juncker has chosen energy efficiency as the theme

of his speech. We must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

My job is to make sure all this energy, all the effort, all these new acts channelling in a coherent manner, in the same direction.

Let me just add that the Energy Union, I can say it was a very challenging one, but great expectations were placed on it, and it has delivered.

But there is still much more to do. At EU level, we must work towards reinforcing our ETIS system – hence our proposal for a European Energy Agency.

At Member State level, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

At local level, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our energy system more efficient and more sustainable.

As a result, we must work towards making our

1.1.3. Renforcer la contribution de l'UE à la sortie de crise

Nous avons notamment pris position sur les actions entreprises au niveau européen pour réformer le budget de l'UE et relancer l'investissement, en accordant une attention particulière au suivi du plan Juncker et à l'exercice de révision à mi-parcours du budget européen.

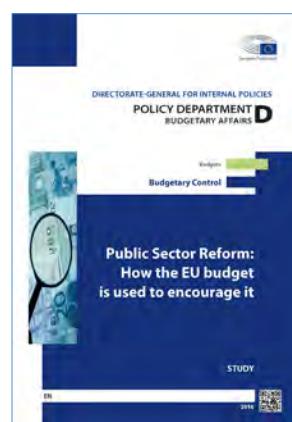
Renforcer la contribution de l'UE à la sortie de crise 10 activités marquantes en 2016

- Intervention d'Eulalia Rubio lors d'un séminaire sur le plan Juncker organisé par SOLEP (Société Luxembourgeoise de l'Évaluation et de la Prospective), Luxembourg, 7 décembre
- Intervention d'Eulalia Rubio lors d'un séminaire d'experts sur l'avenir du budget européen organisé par l'Institut Clingedael, La Haye, 6 décembre
- Présentation de l'étude « Réformes dans le secteur public : comment le budget de l'UE est utilisé pour les encourager » par Eulalia Rubio avec Friedrich Heinemann et Fabian Zuleeg devant la commission contrôle budgétaire du Parlement européen, Bruxelles, 26 septembre
- "EFSI: stakeholders'view", intervention d'Eulalia Rubio lors d'une séance de consultation avec des parties prenantes sur le Fonds Européen d'Investissements Stratégiques (FEIS) organisée par la Banque Européenne d'Investissements (BEI), Luxembourg, 7 septembre
- « Réformes dans le secteur public : comment le budget de l'UE est utilisé pour les encourager », Étude d'Eulalia Rubio et David Rinaldi avec des chercheurs du ZEW et de l'EPC, commandée par la commission contrôle budgétaire du Parlement européen, septembre
- "Investment: Taking it up to the next level", intervention d'Eulalia Rubio dans une conférence organisée par Confrontations Europe, Bruxelles, 15 juin
- « Investissement en Europe : tirer le meilleur parti du Plan Juncker », présentation du rapport Juncker au groupe de travail « croissance à long terme » mené par la Caisse de Dépôts par Eulalia Rubio, Thomas Pellerin-Carlin et David Rinaldi, Paris, 24 mai
- « Investissement en Europe et plan Juncker », interventions de Eulalia Rubio et David Rinaldi, Mannheim, 3 mai
- "Moving towards a fiscal capacity for the Eurozone: five recommendations", article pour *EU visions*, avril
- « L'investissement en Europe : tirer le meilleur parti du plan Juncker. Avec des études de cas sur l'économie numérique et l'efficacité énergétique », Rapport d'Eulalia Rubio, Thomas Pellerin-Carlin et David Rinaldi pour la Caisse des Dépôts, mars

Pour en savoir plus : www.institutdelors.eu
Axe « Compétition, Coopération et Solidarité »



« L'investissement en Europe : tirer le meilleur parti du plan Juncker. Avec des études de cas sur l'économie numérique et l'efficacité énergétique »,
Rapport d'Eulalia Rubio, Thomas Pellerin-Carlin et David Rinaldi pour la CdC, mars



« Réformes dans le secteur public : comment le budget de l'UE est utilisé pour les encourager », Étude réalisée par Eulalia Rubio et David Rinaldi avec des chercheurs du ZEW et de l'EPC par la commission contrôle budgétaire du Parlement européen, septembre

1.1.4. Promouvoir le droit de libre circulation, composante fondamentale de la citoyenneté européenne et du marché intérieur

Nous avons pris position face aux mises en cause que suscitent l'exercice du droit de libre circulation des Européens ainsi que la gestion de l'espace Schengen, dans un contexte notamment marqué par les attentats terroristes. Nous nous sommes mobilisés pour que soit préservée la liberté de circulation à l'intérieur de l'UE, pour le renforcement des contrôles aux frontières extérieures de l'Union et pour une meilleure coopération policière et judiciaire entre États membres.

Nous avons en particulier rappelé sur la base de quelles règles ce droit est exercé et quelles sont ses incidences économiques, sociales et politiques, en distinguant libre circulation et immigration et les différents régimes juridiques auxquels sont soumis les citoyens économiquement actifs et inactifs. Nous avons également anticipé le 30^e anniversaire du programme « Erasmus » pour illustrer une autre dimension de la libre circulation européenne.

Promouvoir le droit de libre circulation 10 activités marquantes en 2016

- Yves Bertoncini sur France Inter au sujet des 30 ans du programme Erasmus, 14 décembre
- « Schengen à la croisée des chemins », intervention d'Yves Pascouau et António Vitorino sur EuradioNantes, 29 novembre
- « La libre circulation des Européens – État des lieux d'un droit fantasmé », Étude de Martina Menghi et Jérôme Quéré, novembre
- Notre proposition Erasmus Pro mentionnée par le quotidien belge *L'Écho* dans un article intitulé « Un Erasmus pour les apprentis », 23 septembre
- Yves Bertoncini sur BFM TV pour commenter les tensions à la frontière franco-belge, 22 septembre
- "After Brexit: Schengen Remains In Balance, But Border Question Should Not Be Neglected", article d'António Vitorino et Yves Bertoncini dans *Eurasia Review*, 15 juillet
- Yves Bertoncini sur RFI International au sujet des 31 ans de l'accord de Schengen et son évolution, 14 juin
- « Les coûts économiques du non-Schengen : ce que nous disent les chiffres », Policy Paper n°162 d'Anna auf dem Brinck, 20 avril
- « La libre circulation *de jure* et la mobilité *de facto* au sein du marché intérieur », Policy Paper n°161 de Paul-Jasper Dittrich et Nathalie Spath, 18 avril
- « Schengen à l'épreuve : enjeux et perspectives politiques », Policy Paper n°158 d'António Vitorino et Yves Bertoncini, 15 février

Pour en savoir plus : www.institutdelors.eu
Rubrique « Libre circulation / Schengen »



« Schengen à l'épreuve : enjeux et perspectives politiques »,
Policy Paper d'António Vitorino et Yves Bertoncini, 15 février



« La libre circulation des Européens – État des lieux d'un droit fantasmé », Étude d'António Vitorino, Martina Menghi et Jérôme Quéré, novembre

1.1.5. Consolider la « Fédération européenne d'États nations » face au référendum britannique

Nous avons pris position dans l'intense débat suscité par le référendum d'appartenance britannique, en analysant ses causes et ses conséquences pour la construction européenne — avant de lancer des activités similaires au moment de l'élection de Donald Trump. Nous nous sommes efforcés de distinguer l'europhobie britannique des euroscepticismes continentaux, d'identifier les voies et moyens de stimuler le désir d'union des Européens et de clarifier l'avenir politique de l'Union européenne.

Nous avons développé des travaux sur « l'unité dans la diversité » au sein de l'UE en mettant en évidence les éléments d'une « identité européenne » au regard des autres régions du monde.

Nous avons aussi formulé des recommandations sur l'organisation de la différenciation politique et institutionnelle au sein de l'UE, notamment s'agissant de la zone euro.

Consolider la « Fédération européenne d'États nations » face au référendum britannique 10 activités marquantes en 2016

- « Oui, nous sommes Européens ! », Tribune de Jacques Delors, Enrico Letta, Pascal Lamy, Yves Bertoncini et du CEO, 20 décembre
- Intervention de Yves Bertoncini au panel « Combats à venir pour la construction d'une Europe fédérale » dans le cadre du colloque « 70 ans d'engagement pour l'unité politique de l'Europe » organisé par l'Union des Fédéralistes Européens, Paris, 3 décembre
- « L'Europe à la recherche des Européens : la voie de l'identité et du mythe », Étude de Gérard Bouchard avec une préface de Pascal Lamy, décembre
- Intervention de Yves Bertoncini au séminaire « L'unité dans l'efficacité » organisé par les ministères français et néerlandais des affaires étrangères, La Haye, 21 novembre
- Intervention d'Yves Bertoncini sur LCI pour analyser les enjeux du sommet de Bratislava, 16 septembre
- « Le Brexit entre europhobie britannique et euroscepticismes continentaux », Policy Paper n°171 d'Yves Bertoncini, 30 septembre
- « Plus forts ensemble – même à 27 ! », Tribune d'Yves Bertoncini et Enrico Letta, également publiée sur *EurActiv* et *The HuffingtonPost*, 16 septembre
- « Le Brexit : drame britannique, défi européen », Tribune par Enrico Letta, Yves Bertoncini, Josep Borrell Fontelles, Jean-Louis Bourlanges, Laurent Cohen-Tanugi, Pavel Fischer, Nicole Gnesotto et Riccardo Perissich, 22 juillet
- Intervention de Pascal Lamy sur la BBC sur le thème « Brexit, now what ? », 25 juin
- « Bruxelle questionne l'euro-compatibilité de la Pologne », entretien d'Yves Bertoncini dans *Le Temps*, 13 janvier

Pour en savoir plus : www.institutdelors.eu
Rubrique « Fédération européenne d'États nations »



« Le Brexit : drame britannique, défi européen », Tribune par Enrico Letta, Yves Bertoncini, Josep Borrell Fontelles, Jean-Louis Bourlanges, Laurent Cohen-Tanugi, Pavel Fischer, Nicole Gnesotto et Riccardo Perissich, 22 juillet



« L'Europe à la recherche des Européens : la voie de l'identité et du mythe », Étude de Gérard Bouchard avec une préface de Pascal Lamy, décembre

1.1.6. Nos dialogues citoyens

Nous avons organisé 16 « dialogues citoyens » nous permettant d'échanger avec des publics non-initiés, dans 6 pays de l'UE, y compris dans le cadre de nos partenariats avec la Macif et la Fondation Gulbenkian. Nous avons également été invités à intervenir à 26 reprises dans des dialogues citoyens organisés par d'autres d'organisations tout au long de l'année 2016.

Au-delà de ces dialogues citoyens, nous avons par exemple évoqué la démocratie et la citoyenneté européennes, l'Europe sociale, le TTIP, la crise des réfugiés, etc.

Nos dialogues citoyens 10 activités marquantes en 2016

- « L'avenir politique de l'Union européenne », événement diffusé en livestream dans toute l'Europe dans le cadre des 20 ans de l'IJD, 7 octobre
- « Enrico Letta répond à vos questions sur l'état de l'Union », citizen web dialogue d'Enrico Letta, 13 septembre
- « L'Europe et le sport : quels rapports ? », conférence organisée en partenariat avec la Représentation de la Commission en France, Sport et Citoyenneté et les Jeunes Européens – France, Paris, 7 juillet
- « La C.E.S : pour une Europe sociale », conférence organisée en partenariat avec la CFDT Franche-Comté, Dijon, 2 juin
- « Le pape François et l'UE : redonner du sens au projet européen ? », conférence organisé en partenariat avec l'Institut Catholique de Paris, Paris, 18 mai
- « Quel projet européen pour l'avenir ? », conférence organisée en partenariat avec l'École de management de Normandie, Le Havre, 15 mars
- Blind test « Les hymnes européens » à la Fête de l'Europe, Paris, 7 mai
- « L'espace Schengen face à l'afflux massif de réfugiés », conférence organisée en partenariat avec France Terre d'Asile, la mairie de Saint-Omer et le Mouvement européen France, Saint-Omer, 9 mars
- « Le TTIP : craintes et opportunités », conférence organisée en partenariat avec la Toulouse School of Economics et l'association Say it aloud, Toulouse, 27 janvier
- « En a-t-on fini avec la finance folle en Europe ? », conférence organisée en partenariat avec le Collectif Roosevelt et le Mouvement européen Loiret, Orléans, 21 janvier

[Pour en savoir plus : www.institutdelors.eu](http://www.institutdelors.eu)
[Rubrique « Dialogues citoyens »](#)



« Le TTIP : craintes et opportunités », conférence organisée en partenariat avec la Toulouse School of Economics et l'association Say it aloud, Toulouse, 27 janvier



« Enrico Letta répond à vos questions sur l'état de l'Union », citizen web dialogue d'Enrico Letta, 13 septembre

1.2. Saisir les opportunités européennes et internationales

L'Union européenne doit permettre aux Européens de mieux saisir les opportunités qui s'offrent à eux, dans le contexte d'une mondialisation où l'union fait la force. Saisir ces opportunités suppose de peser en faveur d'un meilleur usage des politiques européennes existantes (marché unique, politique commerciale et Europe sociale) et en faveur d'un renforcement de la dimension européenne dans des domaines où elle demeure limitée (union économique, politique migratoire et citoyenneté).

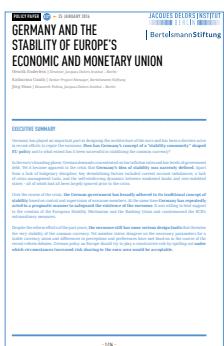
1.2.1. Parachever l'Union économique et monétaire

Nous avons pris position en faveur d'un approfondissement de l'UEM permettant de lui donner un pilier économique et de mieux exploiter le potentiel de la monnaie unique. Nous avons produit des analyses et recommandations à la fois politiques et techniques sur trois principaux enjeux : celui du partage de la souveraineté au sein de l'UEM en matière économique et sociale ; celui du partage des risques et des outils de mutualisation financière ; celui des améliorations politico-institutionnelles à apporter à la gouvernance de l'UEM.

Parachever l'UEM 10 activités marquantes en 2016

- « L'union fiscale - vers un Trésor pour la zone euro? », intervention d'Eulalia Rubio dans une conférence sur la gouvernance de l'UEM organisée par la Banque Centrale autrichienne, Vienne, 24 novembre
- « Faut-il un Parlement de la zone euro ? », Policy Paper n°176 de Valentin Kreilinger et Morgan Larant, 14 novembre
- Présentation du rapport "Repair and prepare: growth and the euro after Brexit", Berlin et Bruxelles en septembre, Paris en octobre
- « Des stabilisateurs automatiques pour la zone euro et le modèle social européen », Tribune de Frank Vandenbroucke, 22 septembre
- « Repair and prepare : l'euro et la croissance après le Brexit », Rapport sous la direction de Henrik Enderlein et Enrico Letta, septembre
- « Féderaliser la zone euro : vers un véritable budget européen ? », intervention d'Eulalia Rubio dans le cadre d'un séminaire organisé par l'Open Society Foundation, Bruxelles, 16 juin
- « Comment les réformes structurelles peuvent permettre à la zone euro de trouver un accord sur la convergence », Policy Paper n°165 d'Anna auf dem Brinke, Henrik Enderlein et Jörg Haas, 24 mai
- "Germany and the stability of the EMU", Policy Paper n°157 d'Henrik Enderlein, Katharina Gnath et Jörg Haas, 25 janvier
- « En a-t-on fini avec la finance folle en Europe ? », conférence organisée en partenariat avec le Collectif Roosevelt et le Mouvement européen Loiret, Orléans, 21 janvier
- Présence massive du Rapport "Repair and Prepare" dans les médias européens et nombreuses interventions dans les médias allemands, français et européens, notamment de la part d'Henrik Enderlein

Pour en savoir plus : www.institutdelors.eu
Rubrique « Euro et gouvernance économique »



«Germany and the stability of the EMU»,
Policy Paper d'Henrik Enderlein, Katharina
Gnath et Jörg Haas, 25 janvier



«En a-t-on fini avec la finance folle en Europe ? », conférence
organisée en partenariat avec le Collectif Roosevelt et
le Mouvement européen Loiret, Orléans, 21 janvier

1.2.2. Approfondir le marché unique et l'Europe sociale

30 ans après la signature de l'Acte unique, nous avons formulé des analyses et recommandations visant à tirer davantage partie du marché unique, notamment dans le domaine numérique et énergétique (électricité et gaz).

Nous avons conduit des travaux sur la dimension sociale de l'UE, en mettant l'accent sur trois enjeux : i) la libre circulation des travailleurs (marché unique du travail, accès aux prestations sociales pour les travailleurs mobiles, travailleurs détachés) ; ii) dimension sociale de l'UEM (convergence sociale, socle européen des droits sociaux) ; et iii) l'emploi des jeunes (proposition « Erasmus Pro »).

Approfondir le marché unique et l'Europe sociale 10 activités marquantes en 2016

- « Donner un nouvel élan à l'Union ? Pour un Acte unique européen remasterisé », débat organisé avec la Commission européenne, Bruxelles, 8 décembre
- « Le socle européen des droits sociaux - Quelle Europe sociale ? », intervention de Sofia Fernandes au Conseil économique, social et environnemental (CESE), Paris, 14 octobre
- « Des stabilisateurs automatiques pour la zone euro et le modèle social européen », Tribune de Frank Vandenbroucke, 22 septembre
- « L'Europe sociale existe-t-elle ? », Tribune de Sofia Fernandes et David Rinaldi, 6 septembre
- « Travailleurs détachés : il ne faut pas adopter un discours de rupture », Sofia Fernandes, article dans *La Croix*, 4 juillet
- « L'accès aux prestations sociales pour les citoyens mobiles de l'UE : "tourisme" ou fantasme ? », Policy Paper n°168 de Sofia Fernandes, 20 juin
- « Un marché unique approfondi pour le travail et l'innovation numérique », Policy Paper n°164 de Paul-Jasper Dittrich, 11 mai
- « Quelles réponses pouvons-nous apporter au chômage des jeunes en Europe? », intervention de Sofia Fernandes au séminaire organisé par l'ADAF, Paris, 23 avril
- « Jacques Delors lance un appel à l'Europe sociale », Tribune de Jacques Delors dans *Challenges*, 17 février
- « Un nouvel élan pour l'Europe sociale », Étude de David Rinaldi, 3 février

Pour en savoir plus : www.institutdelors.eu
Rubrique « Solidarité et Europe sociale »



« Un nouvel élan pour l'Europe sociale »,
Étude de David Rinaldi, 3 février

The screenshot shows a news article by Sofia Fernandes. The headline reads 'Il ne faut pas adopter un discours de rupture'. The article discusses the need to avoid a discourse of rupture regarding workers' mobility, emphasizing the importance of maintaining social rights across borders. It includes a photo of Sofia Fernandes and several smaller images of documents or other parts of the article.

« Travailleurs détachés : il ne faut pas adopter un discours de rupture », Sofia Fernandes, article dans *La Croix*, 4 juillet

1.2.3. Optimiser la politique commerciale de l'UE

En 2016, le débat s'est intensifié en Europe sur les craintes et opportunités des négociations du Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP/TAFTA), comme de l'accord commercial bilatéral UE-Canada (CETA).

Nous avons poursuivi donc notre décryptage des grandes priorités de la politique commerciale commune en analysant la contestation croissante du libre-échange qui s'exprime dans certains États membres de l'UE comme aux États-Unis.

Optimiser la politique commerciale de l'UE 10 activités marquantes en 2016

- « Stopper le CETA et le TTIP/TAFTA n'arrêtera pas la mondialisation », Tribune d'Elvire Fabry, 15 novembre
 - « L'éthique de la globalisation », Tribune de Pascal Lamy, 18 octobre
 - « Quel est le problème du TTIP ? », intervention de Pascal Lamy et Elvire Fabry lors de la conférence organisée en partenariat avec le Graduate Institute of International and Development Studies, Genève, 18 octobre
 - « Libre échange et protectionnisme ? L'isolation dans la globalisation », intervention d'Elvire Fabry, Pittsburgh, 20 septembre
 - « La mondialisation en quête de droit et de sens ? », intervention de Pascal Lamy lors du débat organisé par le Collège des Bernardins, Paris, 7 juin
 - « 2016, la mondialisation et les politiques commerciales », intervention de Pascal Lamy, Symposium mondial du commerce, Londres, 7 juin
 - « Peur du TTIP, de la mondialisation ou d'un déclassement de la classe moyenne ? », Tribune d'Elvire Fabry, 3 mai
 - « Le TTIP : craintes et opportunités », conférence organisée en partenariat avec la Toulouse School of Economics, Toulouse, 27 janvier
 - « Le TTIP et les craintes légitimes de l'opinion allemande », Synthèse par Elvire Fabry de la Conférence de Berlin du 28 octobre 2015 avec Matthias Fekl, Sigmar Gabriel et Pascal Lamy, 7 janvier
 - Nombreuses interventions médias de Pascal Lamy et Elvire Fabry dans la presse française et internationale notamment : France Culture, France 2, LCI, France Inter, Arte, Public Sénat, LCP, CNN, *Financial Times*, *Les Échos*, *la Documentation française*, *Politique étrangère*, *Revue Politique et Parlementaire*...

Pour en savoir plus : www.institutdelors.eu
Rubrique « Euro et gouvernance économique »



« Quel est le problème du TTIP ? », intervention de Pascal Lamy et Elvire Fabry lors de la conférence organisée par l'IJD en partenariat avec le Graduate Institute of International and Development Studies, Genève, 18 octobre

1.2.4. Développer une politique migratoire européenne

Nous avons pris position dans les débats relatifs au traitement de la crise des réfugiés et développé des travaux sur la gestion européenne du droit d'asile.

Nous avons notamment formulé des propositions visant à garantir un contrôle effectif des frontières extérieures de l'espace Schengen, notamment l'accord conclu entre les Européens et la Turquie, mais aussi pour développer une politique commune d'immigration légale contribuant à nourrir notre dynamisme économique et social.

Développer une politique migratoire européenne 10 activités marquantes en 2016

- « Migrations et réfugiés : vers des politiques stratégiques européennes », Tribune d'Yves Bertoncini, Piero Gastaldo, Aart De Geus, Mikko Kosonen, Robin Niblett, Artur Santos Silva, Izabela Styczynska et Guntram Wolff, 5 décembre
 - Intervention de Enrico Letta et Yves Pascouau au Vision Europe Summit avec pour thème « Améliorer la réponse à la crise des réfugiés et des migrants en Europe », Lisbonne, 21-22 novembre
 - Intervention d'Yves Bertoncini sur France 24 pour analyser les résultats du référendum invalidé en Hongrie, 2 octobre
 - « Asile et réfugiés : en route vers Dublin IV », Policy Paper n°169 d'Henrik Enderlein et Nicole Koenig, 29 août
 - « Menace terroriste et crise des réfugiés : la France et l'Allemagne peuvent relever les défis ensemble», Déclaration finale du Think Tank Tandem co-organisé par l'Institut Jacques Delors et Terranova, juillet
 - Intervention d'Yves Bertoncini sur TRT World au sujet de l'application de l'accord UE-Turquie sur la crise des réfugiés, 12 mai
 - Audition de Yves Pascouau par la Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du Sénat sur le sujet « La politique migratoire de l'UE démarre à l'extérieur », Paris, 11 mai
 - « Un visa pour la recherche d'emploi des ressortissants de pays tiers », Policy Paper n°163 d'Yves Pascouau, avril
 - « Crise des réfugiés : l'Europe doit agir », Tribune d'Yves Bertoncini, Piero Gastaldo, Aart De Geus, Mikko Kosonen, Robin Niblett, Artur Santos Silva et Guntram Wolff, 18 mars
 - « Quelle stratégie migratoire pour l'UE ? », Synthèse par Yves Bertoncini et Yves Pascouau, 1^{er} mars

Pour en savoir plus : www.institutdelors.eu
Rubrique « Libre circulation / Schengen »

TRIBUNE LE MOT | 18 MARS 2016

CRISE DES RÉFUGIÉS : L'EUROPE DOIT AGIR

Véronique Bertinetti | Directrice, Institut Jean-Jaurès, France
Pierre Gaudichet | Secrétaire général, Comité des Peuples, Bulle
Hans-Werner Schwarz | Secrétaire général, Institut Bertrand, Allemagne
Mikko Kämänen | Directeur, Euro-Mediterranean Center
Natalia Nalinoff | Directrice, Europa-Regenwurz
Artur Santos Silva | Président, Fundação Calouste Gulbenkian, Portugal
Guenther Wolff | Directeur, Bruxelles, Belgique

Ce tribune est une Lettre ouverte rédigée par les organisations du projet *Voice Europe* et portant sur la crise des réfugiés en Europe et la nécessité d'y répondre. Nous nous sommes inspirés de la Lettre ouverte commune à la crise des réfugiés, des solidarités communes pour faire face aux crises et défendre les solidarités humaines et les droits fondamentaux.

La crise des réfugiés constitue un défi fort, tant pour les îles que pour les sociétés européennes. Les réfugiés sont arrivés dans l'Europe de l'Est, mais aussi dans l'Europe de l'Ouest, et ont été accueillis avec des réactions très différentes. Des réactions à destination d'Européens de l'Est, mais aussi d'Européens de l'Ouest. Les réfugiés ont été accueillis avec des réactions très différentes, à destination d'Européens de l'Est et de l'Ouest, mais aussi de l'Asie et d'Afrique. D'où l'importance de faire de l'Europe une véritable famille, de faire de l'Europe une famille qui protège les réfugiés, qui protège les personnes qui sont dans le besoin, qui protège les personnes qui sont dans le danger, qui protège les personnes qui sont dans le malheur. La sécurité sociale et la stabilité politique sont gravement menacées.

Les pays européens ont été évidemment tentés par la peur et la haine, mais aussi par la volonté de faire face à la crise. Il est devenu temps d'agir – pas à titre individuel et aux dépens des autres, mais à titre collectif et au bénéfice de tous. C'est pourquoi le projet *Voice Europe*, un partenariat entre l'Institut Jean-Jaurès, l'Institut Bertrand, l'Institut Euro-Méditerranéen et l'Institut Calouste Gulbenkian, a été créé, au printemps des solutions pratiques pour faire face à la crise des réfugiés. Ces solutions sont basées sur l'application de la solidarité, à titre individuel, collectif, quel que soit le niveau de responsabilité et de solidarité.

Il s'agit, à l'heure actuelle, aussi comme contre les réfugiés, de faire face à la crise, et de le faire avec les réfugiés. C'est pourquoi nous avons demandé aux dirigeants des Etats de faire le droit des réfugiés maintenu. Apart. À part des discussions en cours, nous proposons un programme global au niveau de l'UE, avec cinq grandes dimensions.

Premièrement, il est important de continuer la lutte contre les réfugiés clandestins. Cela passe par l'aide à ceux qui fuient la paix et les persécutions, et qui en sont dépossédés. Cela passe par l'aide à ceux qui fuient le territoire de l'UE et restent dans l'UE. La frontière extérieure de l'UE et pour ce faire par une politique de protection des réfugiés. Cela passe par l'aide à ceux qui fuient la guerre et la mort, et qui sont dans l'UE. Cela passe par l'aide à ceux qui fuient la pauvreté et la crise et qui se réfugient dans les régions où elles sont les plus fortes. Les frontières de l'Europe Sud-Est devraient être un effort commun pour assurer la sécurité et la stabilité de l'Europe. Pour cela, il faut que les Etats membres de l'UE se joignent à l'effort pour faire face à la crise des réfugiés. Cela passe par l'aide à ceux qui fuient la guerre et la mort, et qui sont dans l'UE. Cela passe par l'aide à ceux qui fuient la pauvreté et la crise et qui se réfugient dans les régions où elles sont les plus fortes. Les frontières de l'Europe Sud-Est devraient être un effort commun pour assurer la sécurité et la stabilité de l'Europe. Pour cela, il faut que les Etats membres de l'UE se joignent à l'effort pour faire face à la crise des réfugiés.

Deuxièmement, après de plusieurs mois de négociations, il est nécessaire de prendre des décisions immédiates et durables pour faire face à la crise des réfugiés, à titre individuel, collectif, quel que soit le niveau de responsabilité et de solidarité.

Il s'agit, à l'heure actuelle, aussi comme contre les réfugiés, de faire face à la crise, et de le faire avec les réfugiés. C'est pourquoi nous avons demandé aux dirigeants des Etats de faire le droit des réfugiés maintenu. Apart. À part des discussions en cours, nous proposons un

NOTRE
EUROPE
INSTITUT DES DROITS
DES HOMMES

Vision Europe



Intervention de Enrico Letta et Yves Pascouau au Vision Europe
Summit avec pour thème « Améliorer la réponse à la crise des
réfugiés et des migrants en Europe », Lisbonne, 21-22 novembre

1.2.5. Faire vivre la citoyenneté européenne

Nous avons pris position au moment des élections nationales et référendums organisés au sein de l'UE tout au long de l'année, pour analyser leurs contextes domestiques et leur dimension européenne.

Nous avons organisé ou avons participé de nombreux « dialogues citoyens » impliquant un public non initié (acteurs sociaux, enseignants et jeunes notamment) et continué à analyser l'évolution des opinions publiques vis-à-vis de l'UE et la manière dont elle est perçue par ses différents États membres et citoyens.

Nous avons diffusé nos travaux sur les « Hymnes et drapeaux » de l'UE à l'occasion du 30^e anniversaire de la première utilisation officielle de l'hymne et du drapeau européen et à la faveur du championnat d'Europe de football organisé en France.

Faire vivre la citoyenneté européenne 10 activités marquantes en 2016

- Animation par Jean-Pierre Bobichon d'une conférence-débat co-organisée avec la Maison de l'Europe Strasbourg-Alsace sur le thème « La politique sociale européenne : réalités, attentes, blocages », Strasbourg, 17 novembre
- Débat entre Jean-Claude Juncker et Manuel Valls lors d'une conférence publique intitulée « L'avenir politique de l'Union européenne » au Cnam, Paris, 6 octobre
- « Enrico Letta répond à vos questions sur l'état de l'Union », citizen web dialogue d'Enrico Letta, 13 septembre
- Intervention de Henrik Enderlein au débat « Reconstruire la confiance et redéfinir l'Europe en temps de crise », Berlin, 28 juin
- « L'UE malgré tout ? Les opinions publiques européennes face aux crises (2005-2015) », Étude de Daniel Debomy, 22 juin
- Intervention de Jean-Pierre Bobichon sur l'histoire du mouvement syndical européen lors de la journée organisée par la CFDT France-Comté « La C.E.S : Pour une Europe sociale », Dijon, 2 juin
- Coorganisation en partenariat avec Das Progressive Zentrum et le Ministère fédéral allemand des Affaires étrangères du « Dialogue on Europe : Rétablir la confiance et redéfinir l'Europe en ces temps difficiles », Marseille, 26 mai
- Intervention d'Yves Bertoncini lors de la conférence d'ouverture du 24^e Conseil du Parti vert européen sur le thème « Qu'est-ce qui fait tenir l'Europe », Utrecht, 20 mai
- Animation par Claire Versini de la table ronde « l'Europe de demain par les jeunes » organisée par Les Jeunes Européens Yvelines, Versailles, 31 mars
- Co-organisation en partenariat avec France Terre d'asile d'un débat « L'espace Schengen face à l'afflux massif de réfugiés », Saint-Omer, 9 mars

Pour en savoir plus : www.institutdelors.eu
Axe « Union européenne et citoyens »



Co-organisation en partenariat avec France Terre d'asile d'un débat « L'espace Schengen face à l'afflux massif de réfugiés », Saint-Omer, 9 mars



Débat entre Jean-Claude Juncker et Manuel Valls lors d'une conférence publique intitulée « L'avenir politique de l'Union européenne » au Cnam, Paris, 6 octobre

2. Notre fonctionnement en 2016

L'année 2016 nous a conduits à participer activement au débat public lié aux crises qu'affronte l'UE (notamment le Brexit, la crise des réfugiés et la menace terroriste), avec l'objectif de produire des analyses et recommandations susceptibles d'éclairer les citoyens et de nourrir l'action des décideurs européens. Conjuguée aux contacts directs entretenus avec les autorités nationales et communautaires, la progression substantielle de notre visibilité illustre l'ampleur de nos efforts en termes de publications, d'événements, d'apparitions dans les médias et de présence sur la toile (*voir §2.1. Notre visibilité en 2016*).

Nous avons déployé toutes ces activités en mobilisant l'ensemble de nos ressources humaines, qu'elles soient membres de nos équipes ou de nos instances (*voir §2.2. Nos équipes, nos instances et notre président fondateur*), afin de tirer au mieux parti de notre expertise technique et de nos réseaux relationnels. Dans le même temps, nous avons également dû relever d'importants défis budgétaires, compte tenu de la baisse de certains de nos financements structurels, compensée par des financements projets et le recours à de nouvelles ressources (*voir §2.3. Notre financement en 2016*). Nous remercions vivement tous les acteurs qui nous ont financés et soutenus au cours de l'année 2016, les donateurs qui ont bien voulu nous faire confiance, ainsi que toutes les organisations avec lesquelles nous avons pu nouer des partenariats pour la mise en œuvre de nos activités.

2.1. Notre visibilité en 2016

Tout au long de l'année 2016, l'Institut Jacques Delors s'est efforcé de faire connaître ses activités et travaux à un nombre croissant d'acteurs, partout en Europe et au-delà. Nos activités de diffusion nous ont notamment conduits à mettre en débat nos publications, à intervenir dans de multiples conférences et séminaires, à apparaître de manière fréquente dans les médias et à amplifier notre présence sur la toile.

2.1.1. Nos publications les plus visibles

Nous avons diffusé 76 publications produites à partir de Paris et Berlin en 2016, dont 30 Tribunes, 29 Policy papers, 7 Études & Rapports et 10 Synthèses, portant notamment sur l'avenir de l'Union économique et monétaire, l'espace Schengen, la gouvernance européenne, l'Europe sociale, la lutte contre le terrorisme, la sécurité collective, le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP), l'Union de l'énergie, etc. (*voir www.institutdelors.eu, rubrique « Publications »*) via des envois électroniques à tous nos contacts (près de 70 000 fin 2016), complétés par l'envoi de newsletters mensuelles ou spéciales.

Au total, nos publications ont été téléchargées à près de 113 000 reprises tout au long de l'année 2016. Certaines de ces publications ont été envoyées en version papier à un public de décideurs et de relais d'opinion sélectionnés en fonction du thème, mais aussi diffusées lors de nos événements : au total, plus de 25 000 exemplaires papier de nos publications ont été diffusés en 2016.

Certaines des analyses et recommandations que nous avons publiées ont suscité un écho particulier, en termes de sollicitations de la part des décideurs et des organisateurs d'événements, mais aussi en termes de téléchargement ou de reprise dans d'autres publications ou dans les médias. Elles ont contribué à nous permettre de participer pleinement aux débats d'actualité sur l'UE.

Les publications de l'Institut Jacques Delors

10 publications particulièrement visibles en 2016

- « Oui, nous sommes Européens ! », Tribune de Jacques Delors, Enrico Letta, Pascal Lamy, Yves Bertoncini et d'autres membres de notre Comité européen d'orientation, 20 décembre
- « Le Brexit : drame britannique, défi européen », Tribune de Enrico Letta, Yves Bertoncini, Josep Borrell Fontelles, Jean-Louis Bourlanges, Laurent Cohen-Tanugi, Pavel Fischer, Nicole Gnesotto et Riccardo Perissich, 22 juillet
- « L'UE malgré tout ? Les opinions publiques européennes face aux crises (2005-2015) », Étude de Daniel Debomy, 22 juin
- « L'accès aux prestations sociales pour les citoyens mobiles de l'UE : tourisme ou fantasme ? », Policy Paper n°168 de Sofia Fernandes, 20 juin
- « Repair and prepare : l'euro et la croissance après le Brexit », Rapport sous la direction de Henrik Enderlein et Enrico Letta, septembre 2016
- « L'accord UE/Royaume-Uni : beaucoup de bruit pour (presque) rien ? », Tribune d'Yves Bertoncini, Alain Dauvergne et António Vitorino, 25 février
- « Un nouvel élan pour l'Europe sociale », Rapport de Jacques Delors, David Rinaldi, Nicolas Schmit et Marianne Thyssen, 4 février
- « Schengen : course contre la montre ou jeu de dupes ? », Tribune de Yves Bertoncini et António Vitorino, 26 janvier
- « Fédéraliser la zone euro : vers un véritable budget européen ? », Policy Paper n°155 de Eulalia Rubio, 14 janvier
- « Le TTIP et les craintes légitimes de l'opinion allemande », Synthèse d'Elvire Fabry, 7 janvier

Pour en savoir plus : www.institutdelors.eu
Rubrique « Publications »



« Oui, nous sommes Européens ! », Tribune de Jacques Delors, Enrico Letta, Pascal Lamy, Yves Bertoncini et du CEO, 20 décembre

Repair and Prepare
L'euro et la croissance après le Brexit

JACQUES DELORS INSTITUT
BERLIN
NOTRE EUROPE
INSTITUT JACQUES DELORS

BertelsmannStiftung

« Repair and prepare : l'euro et la croissance après le Brexit », Rapport sous la direction de Henrik Enderlein et Enrico Letta, septembre 2016

2.1.2. L’Institut Jacques Delors dans les conférences et séminaires

En 2016, nous avons organisé ou co-organisé 38 événements, dont 27 en France, 10 dans le reste de l’Europe (Allemagne, Belgique, Italie, et Suisse) et 1 sur le Web.

Nous sommes intervenus à 157 reprises, dans 24 pays différents, en Europe (Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, Danemark, Espagne, Estonie, France, Italie, Lettonie, Luxembourg, Monaco, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Royaume-Uni, Slovaquie) et dans le monde (Canada, Chine, États-Unis, Inde, Liban, Turquie et Web).

Au total, sur 192 événements et interventions, nous avons organisé, co-organisé et participé à des événements à 99 reprises en France, à 92 reprises dans le reste de l’Europe et à 9 reprises dans le reste du monde.

Nous avons par ailleurs organisé ou co-organisé 16 dialogues citoyens et nos membres ont participé à 26 dialogues citoyens.

Au total, près de 20 000 citoyens étaient présents lors de nos événements et interventions.

Notre bureau en Allemagne, le Jacques Delors Institut - Berlin, a (co-)organisé 15 événements.

L’Institut Jacques Delors dans les conférences et séminaires 10 activités particulièrement visibles en 2016

- « L’Europe après le Brexit : regards croisés », événement organisé en partenariat avec la ville de Strasbourg, 9 novembre
- « 20 ans d’Europe ! », dîner de gala organisé dans le cadre des 20 ans de l’Institut Jacques Delors, Paris, 6 octobre
- Présentation du rapport « Réparer et préparer : la croissance et l’euro après le Brexit », Berlin, 20 septembre
- « L’Europe et le sport : quels rapports ? », conférence organisée en partenariat avec la Représentation de la Commission en France, Sport et Citoyenneté et les Jeunes Européens – France, Paris, 7 juillet
- « Résoudre la crise des réfugiés, combattre la menace terroriste », première édition de l’initiative Think Tanks Tandem, Vaux-de-Cernay, 8-9 juillet
- « Rétablir la confiance et redéfinir l’Europe », conférence organisée en partenariat avec Das Progressive Zentrum et le Ministère fédéral allemand des Affaires étrangères, Marseille, 26 mai
- Présentation de l’étude « Investissement en Europe » à la Caisse des Dépôts, Paris, 24 mai
- « Que fait l’UE pour ses citoyens ? », conférence organisée en partenariat avec le Master affaires européennes de Sciences Po et la Fondation Hippocrène, Paris, 15 avril
- « Un an d’Union de l’énergie, placer le consommateur au centre, susciter l’innovation », Bruxelles, 25 février
- « Quelle place pour l’Europe dans la mondialisation ? », conférence en partenariat avec la Représentation de la Commission, Paris, 19 février

Pour en savoir plus : www.institutdelors.eu
Rubrique « Événements »



« Un an d’Union de l’énergie, placer le consommateur au centre, susciter l’innovation », Bruxelles, 25 février



« Résoudre la crise des réfugiés, combattre la menace terroriste », première édition de l’initiative Think Tanks Tandem, Vaux-de-Cernay, 8-9 juillet

2.1.3. L'Institut Jacques Delors dans les médias

En 2016, près de 910 apparitions médiatiques de nos présidents, instances, directeurs et équipes ont été enregistrées, tous médias confondus et hors rediffusions, dans 48 pays, dont 22 des 28 pays de l'UE, 26 pays hors UE et dans les médias internationaux, portant notamment sur le vote en faveur du Brexit, la crise migratoire européenne et Schengen, le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP), etc. et nous permettant de toucher plusieurs millions de citoyens.

Notre bureau à Paris, l'Institut Jacques Delors, a comptabilisé 760 apparitions médiatiques en 2016.

Ces apparitions médias ont été réparties de façon équilibrée entre presse écrite, médias audiovisuels et médias en ligne :

- 275 apparitions dans la presse écrite ;
- 290 apparitions dans les médias audiovisuels ;
- 194 apparitions dans les médias en ligne.

D'un point de vue géographique, ces apparitions peuvent être réparties selon trois catégories :

- 394 apparitions en France ;
- 252 apparitions dans 21 des autres pays de l'UE : Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Lituanie, Luxembourg, Pologne, Portugal, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni ;
- 113 apparitions dans 26 pays à l'international : Afrique du Sud, Australie, Brésil, Canada, Chine, Cuba, Emirats Arabes Unis, États-Unis, Gabon, Inde, Israël, Japon, Koweït, Liban, Maroc, Mexique, Namibie, Norvège, Russie, Serbie, Singapour, Suisse, Turquie, Vatican, Vietnam.

Notre bureau de Berlin a comptabilisé environ 150 apparitions médiatiques en 2016, dans 22 pays :

- 47 apparitions dans la presse écrite ;
- 24 apparitions audiovisuelles ;
- 76 apparitions dans la presse en ligne.

L'Institut Jacques Delors dans les médias 10 activités particulièrement visibles en 2016

- Intervention d'Yves Bertoncini sur BFM TV à propos de la procédure du Brexit et du référendum hongrois, 2 octobre
- « EU-27, still strong together », tribune d'Enrico Letta et Yves Bertoncini sur *EurActiv.com*, 14 septembre
- « Brexit, une catastrophe ? », interview d'Enrico Letta sur France Inter, 16 juin
- « Spéciale La radio ne parla », émission avec Yves Bertoncini sur Radio Uno, 23 mai
- « Tafta/mondialisation : faut-il libéraliser toujours plus ? », émission avec Elvire Fabry sur Arte, 25 avril
- Pascal Lamy sur Europe1 au sujet du TTIP, du Brexit et de la politique de la BCE, 23 avril
- « Europa muss sich ändern », article de Jacques Delors avec Hans-Gert Pöttering dans la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 18 février
- « World at one », interview de Pascal Lamy sur BBC radio4, 12 février
- « Só damos protecção aos refugiados que podemos pagar? », interview d'António Vitorino sur le portail d'information portugais *Sapo24*, 29 janvier
- « Les réformes en Pologne et le dialogue avec l'Union européenne », interview d'Yves Bertoncini sur la chaîne nationale RMC, 19 janvier

Pour en savoir plus : www.institutdelors.eu
Rubrique « Médias »



专访：特朗普贸易立场软还是硬？嘴硬也得看现实--前WTO总干事



CARREFOUR DE L'EUROPE

COP21, l'Europe à la pointe du combat contre le changement climatique



LACROIX

Il ne faut pas adopter un discours de rupture

Sofia Fernandes, Chercheuse à l'institut Jacques Delors



Le Monde

Peut-on encore sauver l'Europe ?

Alors que s'ouvre, le 16 septembre, à Bratislava, le sommet des Vingt-Sept destiné à relancer le projet après le Brexit, l'Union européenne cherche un nouvel élan et à sortir d'une crise autant morale que politique.



2.1.4. L’Institut Jacques Delors sur la toile

L’année 2016 a confirmé notre montée en puissance sur la toile, qui nous permet d’atteindre un public sans cesse plus nombreux et plus diversifié, partout en Europe et au-delà.

2.1.4.1. Notre site internet

Le site internet de l’Institut Jacques Delors (www.institutdelors.eu) est notre principal outil de communication. Il rassemble plus de 4 000 items dédiés à nos publications, événements, parutions média, vidéos et sons. Il est 100% « richmedia » et parfaitement intégré à nos réseaux sociaux (Facebook, Twitter, YouTube et Soundcloud). En 2016, près de 149 000 visiteurs uniques (et environ 205 000 visites) se sont rendus sur notre site www.institutdelors.eu (données « Google analytics »).

Pour en savoir plus : consulter notre site internet www.delorsinstitute.eu

2.1.4.2. Notre présence sur les réseaux sociaux

Avec une stratégie de diffusion diversifiée et spécialement conçue pour nos réseaux sociaux, notre compte Facebook totalise désormais plus de 12 000 fans, ce qui nous place dans le top 3 des think tanks dédiés à l’UE les plus « aimés » sur ce réseau social.

Notre présence sur Twitter, grâce à laquelle nous touchons un public de spécialistes des questions européennes et de militants très actifs dans ce domaine, nous a permis de mobiliser une communauté de plus de 12 000 followers, parmi lesquels nous comptons de nombreux commissaires européens, députés, journalistes et professionnels des affaires européennes.

Pour en savoir plus : consulter nos comptes Facebook et Twitter

2.1.4.3. Notre production audiovisuelle

Soucieux d’atteindre un public plus vaste et de diversifier notre audience, nous avons développé la production audiovisuelle hébergée sur nos chaînes YouTube et SoundCloud.

17 vidéos destinées à différents publics, aussi bien experts que non-experts, ont été produites tout au long de 2016 et notre chaîne YouTube a atteint plus de 42 000 vues. Notre production audiovisuelle concerne aussi des sons et des podcasts d’interventions dans le cadre de nos événements ou des prises de positions autour de différents sujets. Fin 2016, nous en comptions 400 sur notre chaîne SoundCloud, écoutés plus de 2 350 fois.

L'Institut Jacques Delors en vidéos et sons 10 productions particulièrement visibles et audibles en 2016

- François Hollande, « La vision européenne de la France », dans le cadre de la série de vidéos produite lors de la célébration des 20 ans de l'Institut Jacques Delors, vidéo, 4 novembre
- « The revival of the EU at 27 », message d'Enrico Letta sur les principaux enjeux du Conseil européen des 20 et 21 octobre 2016, vidéo, 20 octobre
- « Citizen Web Dialogue - Enrico Letta answers your questions on the state of the European Union », vidéo, 20 octobre
- Jean-Claude Juncker, « L'avenir politique de l'Union européenne », dans le cadre de la série de vidéos produite lors de la célébration des 20 ans de l'Institut Jacques Delors, vidéo, 17 octobre
- « The Jacques Delors Institute in three minutes », présentation de l'Institut Jacques Delors, vidéo, 11 octobre
- Audition d'Yves Bertoncini, directeur de l'Institut Jacques Delors par la Commission des Affaires européennes, vidéo, 2 juin
- « Unis dans la diversité : hymnes et drapeaux de l'Union européenne - L'hymne de l'UE », vidéo, 27 mai
- Enrico Letta, « Le Pape et la vision italienne de la crise migratoire », podcast, 18 mai
- Jean-Christophe Ploquin, « Les voyages du Pape en Europe », podcast, 18 mai
- Maroš Šefčovič sur l'Union de l'énergie, podcast, 25 février

Pour en savoir plus : consulter nos chaînes YouTube et SoundCloud



Enrico Letta, President of the Jacques Delors Institute

« The revival of the EU at 27 », message d'Enrico Letta sur les principaux enjeux du Conseil européen des 20 et 21 octobre 2016, vidéo, 20 octobre



« The Jacques Delors Institute in three minutes », présentation de l'Institut Jacques Delors, vidéo, 11 octobre

2.2. Nos équipes, nos instances et notre président fondateur

2.2.1. Nos équipes

Au 31 décembre 2016, l'équipe de l'Institut Jacques Delors, dirigée par Yves Bertoncini, était composée de onze membres permanents, de six nationalités (allemande, espagnole, française, italienne, irlandaise et portugaise). Tout au long de l'année, elle a bénéficié du concours régulier de six conseillers et de deux chercheurs associés, ainsi que des contributions inestimables d'António Vitorino puis d'Enrico Letta, de Pascal Lamy et de Jacques Delors.

Au niveau de notre pôle recherche, David Rinaldi, chercheur en charge des affaires économiques et sociales a quitté l'IJD au mois de mai 2016. Tiphaine Milliez a rejoint l'équipe en novembre en tant que chercheur sur les thèmes de la politique énergétique. Nous avons également bénéficié du support, pour une période déterminée, de Hamza Abbas sur les questions institutionnelles et d'Emmett Strickland sur les relations internationales, suite à leurs stages en tant qu'assistant de recherche effectués au sein de l'IJD. Cliona Chadwick a rejoint l'équipe en septembre en tant qu'assistante de direction et responsable administrative en succédant à Isabelle Donnay.

L'Institut Jacques Delors a accueilli quatre autres stagiaires en 2016 : Britta Daum sur les questions de la politique énergétique, Natalia Martin sur les questions des relations extérieures de l'UE, Maxime Dugain et Sarah Bennaceur en communication digitale.

Notre bureau en Allemagne, le Jacques Delors Institut - Berlin, est dirigé par Henrik Enderlein, entouré, en 2016, d'une équipe permanente de huit personnes : Anna auf dem Brinke, Gabriele Brühl, Paul-Jasper Dittrich, Jörg Haas, Nicole Koenig, Carolin Koester, Valentin Kreilinger, Heidi Marleen Kuhlmann et Philipp Ständer ; ainsi que de trois chercheurs associés : Paul Berenberg-Gossler, Jan Jakub Chromiec et Laura Maria Wolfstädter, et d'une aide étudiante : Daria Gruenler.

Nos bureaux de Paris et de Berlin ont poursuivi une coopération intégrée, aussi bien pour la production que pour la diffusion, qui sera développée tout au long de l'année 2017.

ORGANIGRAMME DE L'INSTITUT JACQUES DELORS

Décembre 2016



UNION EUROPÉENNE ET CITOYENS

Yves Bertoncini, Affaires politiques et institutionnelles, Démocratie, Mobilité
Mathilde Durand, Chargée de mission « Allemagne »
Claire Versini, Responsable des actions citoyennes
Hamza Abbas, Assistant de recherche, Affaires politiques et institutionnelles
Jean-Pierre Bobichon, Conseiller de Jacques Delors, président fondateur, Relations avec les acteurs sociaux
Alain Dauvergne, Conseiller, Opinions publiques, Actualités institutionnelles
Prof. Renaud Dehouze, Conseiller, Processus d'intégration européenne
Dr Yves Pascoau, Chercheur senior associé, Migrations

COMPÉTITION - COOPÉRATION - SOLIDARITÉ

Sofia Fernandes, Chercheur senior, Affaires économiques et sociales
Thomas Pellerin-Carlin, Chercheur, Politique européenne de l'énergie
Dr Eulalia Rubio, Chercheur senior, Affaires économiques et sociales
Nadège Chambon, Chercheur senior associée, Agriculture et développement rural
Dr David Rinaldi, Chercheur associé, Affaires économiques et sociales
Marjorie Jouen, Conseillère, Politique régionale et de cohésion
Prof. Frank Vandenbroucke, Conseiller, Affaires sociales
Jean-Arnold Vinois, Conseiller, Politique énergétique européenne

BUREAU DE BERLIN

Prof. Dr Henrik Enderlein, Directeur
Dr Anna auf dem Brinke, Chercheur, UEM
Paul-Jasper Dittrich, Chercheur, UEM
Jörg Haas, Chercheur, UEM
Dr Nicole Koenig, Chercheur, Relations extérieures et politique de défense
Valentin Kreilinger, Chercheur, Institutions et gouvernance de l'UE
Philipp Ständer, Chercheur, Marchés financiers

Heidi Marleen Kuhlmann, Chef de projet, Politique européenne et Communication
Gabriele Brühl, Responsable administrative
Carolin Köster, Responsable administrative adjointe
Daria Gruenler, aide étudiante
Jan Jakub Chromiec, Chercheur associé, Relations extérieures et politique de défense
Jekaterina Grigorjeva, Chercheur associée, Énergie
Laura Maria Wolfstädter, Chercheur associée, Institutions et gouvernance de l'UE

ACTIONS EXTÉRIEURES EUROPÉENNES

Dr. Elvire Fabry, Chercheur senior, Actions extérieures, "Think Global - Act European"
Natalia Martin, Assistante de recherche, Actions extérieures européennes

ÉDITION

Mathilde Durand, Responsable d'édition

COMMUNICATION

Nicolo Conti, Responsable Communication & Relations médias
Sarah Bennaceur, Stagiaire Communication digitale

ÉVÉNEMENTS

Claire Versini, Responsable des événements et des actions citoyennes & pédagogiques

SUPPORT

Cliona Chadwick, Responsable administrative, Assistante de direction
Ute Guder, Responsable du développement, Assistante de Jacques Delors, président fondateur et de Pascal Lamy, président émeritus
Claire David, Responsable des archives

2.2.2. Notre Conseil des garants

Le Conseil des garants de l’Institut Jacques Delors est chargé d’assurer la continuité de son fonctionnement et de son développement, dans le respect de son objet social et de ses principes fondateurs.

Un changement est intervenu quant à la composition du Conseil des garants en 2016 : António Vitorino, qui a quitté ses fonctions de président du Conseil d’administration de l’IJD en juillet, a rejoint le Conseil des garants.

Enrico Letta siège au Conseil des garants en tant que président de l’Institut Jacques Delors, sans en être formellement membre. Il en va de même de Laurent Cohen-Tanugi, en sa qualité de vice-président et trésorier.

Le Conseil des garants est assisté d’un secrétariat composé d’Yves Bertoncini, directeur et d’Ute Guder, responsable du développement.

Notre Conseil des garants (31/12/2016)

- Martine Aubry, maire de Lille, ancienne ministre
- Gerhard Cromme, président du conseil de surveillance de Siemens AG
- Étienne Davignon, Ministre d’État belge, ancien vice-président de la Commission européenne
- Jacques Delors, président du Conseil des garants, président fondateur de « Notre Europe – Institut Jacques Delors », ancien président de la Commission européenne, ancien ministre français
- Philippe Lagayette, président de la Fondation de France, vice-président et Senior Advisor de la banque Barclays Capital
- Pascal Lamy, président *emeritus* de l’Institut Jacques Delors, ancien directeur général de l’OMC, ancien commissaire européen
- António Vitorino, avocat, ancien commissaire européen

2.2.3. Notre Conseil d’administration

Le Conseil d’administration (CA), responsable de la gestion de l’Institut Jacques Delors ainsi que de l’orientation et de l’impulsion de ses travaux, s’est réuni à trois reprises en 2016 : les 19 mars, 2 juillet et 19 novembre.

En juillet 2016, les membres du CA ont accueilli Enrico Letta en tant que nouveau président. Il a succédé à António Vitorino qui exerçait cette fonction depuis 2011. Les postes de vice-présidente et vice-président-trésorier restent inchangés, et sont occupés en 2016 respectivement par Nicole Gnesotto et Laurent Cohen-Tanugi.

Philippe de Schoutheete, fidèle membre de notre CA depuis 2002, est décédé en septembre 2016. Nous souhaitons lui rendre hommage pour son engagement au sein de notre institut, pour son implication directe dans plusieurs de nos projets et pour ses conseils et orientations extrêmement précieux.

Au 31 décembre 2016, notre CA comptait donc 26 membres ([voir composition page suivante](#)), représentant 11 nationalités (allemande, belge, britannique, espagnole, française, hongroise, italienne, polonaise, portugaise, tchèque et suédoise).

Notre Conseil d'administration (31/12/2016)

- **Enrico Letta**, président du Conseil d'administration de l'Institut Jacques Delors, Doyen de l'École des affaires internationales de Sciences Po Paris (PSIA) et ancien président du Conseil des ministres italien
- **László Andor**, ancien commissaire européen, Senior Fellow à la Hertie School of Governance (Berlin), professeur associé à l'ULB (Bruxelles)
- **Gérard Andreck**, ancien président du Groupe Macif
- **Erik Belfrage**, conseiller auprès du président de la Fondation Marcus Wallenberg et du Conseil de l'Institut suédois d'affaires internationales (SIIA), membre de la Chambre de commerce international et de la Commission trilatérale
- **Yves Bertoncini**, directeur de l'Institut Jacques Delors, administrateur de la Commission européenne
- **Joachim Bitterlich**, ambassadeur (ret.), professeur à l'ESCP Europe Paris
- **Josep Borrell Fontelles**, ancien président du Parlement européen, ancien président de l'Institut universitaire européen de Florence
- **Jean-Louis Bourlanges**, professeur associé à Sciences Po Paris, ancien député européen
- **Jerzy Buzek**, député européen, ancien président du Parlement européen, ancien Premier Ministre polonais
- **Laurent Cohen-Tanugi**, vice-président du Conseil d'administration, trésorier de l'Institut Jacques Delors, avocat international et écrivain
- **Jacques Delors**, président fondateur de Notre Europe - Institut Jacques Delors, ancien président de la Commission européenne, ancien ministre
- **Jonathan Faull**, président de la Task Force chargée des questions stratégiques liées au référendum britannique auprès de la Commission européenne
- **Pavel Fischer**, ambassadeur (ret.) de la République tchèque en France
- **Nicole Gnesotto**, vice-présidente du Conseil d'administration, professeur titulaire de la Chaire sur l'Union européenne au CNAM, présidente du Conseil d'administration de l'IHEDN
- **Élisabeth Guigou**, députée et présidente de la commission des Affaires étrangères à l'Assemblée nationale, ancienne ministre
- **Eneko Landaburu**, ancien ambassadeur et ancien chef de la Délégation de l'Union européenne au Royaume du Maroc
- **Pierre Lepetit**, inspecteur général des finances honoraire
- **Sophie-Caroline de Margerie**, conseiller d'État
- **Riccardo Perissich**, ancien directeur général de l'industrie et du marché intérieur à la Commission européenne, vice-président exécutif du Conseil pour les relations entre l'Italie et les États-Unis
- **Julian Priestley**, ancien secrétaire général du Parlement européen
- **Gaëtane Ricard-Nihoul**, cheffe de la Représentation en France de la Commission européenne, ancienne secrétaire générale de l'Institut Jacques Delors
- **Maria João Rodrigues**, députée européenne, ancienne ministre portugaise
- **Daniela Schwarzer**, directrice du programme Europe du German Marshall Fund Berlin
- **Javier Solana**, président de l'ESADEgeo, Distinguished Fellow de la Brookings Institution, ancien haut-représentant pour la politique étrangère et de sécurité commune
- **Christian Stoffaës**, membre du Conseil du Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII), président du Cercle des ingénieurs-économistes
- **Christine Verger**, directrice de la Direction des relations avec les parlements nationaux à la Direction générale de la présidence du Parlement européen, ancienne secrétaire générale de l'Institut Jacques Delors

2.2.4. Notre Comité européen d'orientation

Comme chaque année, notre Comité européen d'orientation (CEO) a réuni à Paris, les 6 et 7 octobre 2016, des personnalités européennes de haut niveau pour débattre de sujets fondamentaux pour l'avenir de l'UE ([voir liste des participants page suivante](#)).

Notre CEO s'est tenu cette année dans le cadre des célébrations organisées pour les 20 ans de l'Institut Jacques Delors. Le dîner-débat du 6 octobre a donné lieu à l'intervention du Président de la République française, François Hollande, et a notamment porté sur la place et le rôle de la France en Europe. La [vidéo](#) et le discours du Président sont disponibles sur notre site Internet.

La journée de débats du lendemain, le 7 octobre, s'est déroulée en deux temps :

Le matin, le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker et le Premier Ministre de la France, Manuel Valls, ont débattu à notre invitation de l'avenir politique de l'Union européenne avec le public réuni à Paris et les internautes de toute l'Europe qui ont pu assister au débat via le livestream, et poser leurs questions via les réseaux sociaux. Les vidéos et discours du [Premier Ministre](#) et du [président de la Commission européenne](#) sont disponibles sur notre site Internet.

L'après-midi, les membres du CEO ont pu participer à deux tables rondes :

- La première table ronde, consacrée à la définition du contenu de l'identité européenne dans la mondialisation, a été introduite par Lakhdar Brahimi, ancien ministre des affaires étrangères algérien, ancien haut-représentant des Nations unies, Margrethe Vestager, commissaire à la concurrence, ancienne ministre danoise et Pascal Lamy, président *emeritus* de l'Institut Jacques Delors, ancien directeur général de l'OMC, et a porté sur la réalité et les perceptions de l'identité européenne.
- La deuxième table ronde a permis à Étienne Davignon, président de Friends of Europe, ancien vice-président de la Commission européenne, Ministre d'État belge, Élisabeth Guigou, présidente de la Commission des affaires étrangères à l'Assemblée Nationale, ancienne conseillère de François Mitterrand, et Nicole Gnesotto, vice-présidente de l'Institut Jacques Delors, professeur au CNAM, présidente de l'IHEDN, d'introduire le débat sur les réponses diplomatiques, militaires, policières et judiciaires aux menaces internes et externes auxquelles les Européens font face et leur contribution à la relance de la construction européenne.

Les synthèses de ces deux sessions sont disponibles sur notre site internet :

- « [Renforcer la sécurité collective européenne](#) », par Thomas Pellerin-Carlin ;
- « [L'identité européenne dans la mondialisation](#) », par Elvire Fabry.

À l'issue des discussions, une déclaration commune, intitulée « [Oui, nous sommes Européens !](#) », a été adoptée puis publiée par plusieurs titres de la presse européenne fin 2016 et début 2017 : *El País* (Espagne), *El País Catalunya* (Espagne), *Handelsblatt* (Allemagne), *Le Figaro* (France), *La Stampa* (Italie) et *To Vima* (Grèce). Cette déclaration a également été diffusée en français, anglais et allemand sur le site de l'Institut Jacques Delors et de notre bureau en Allemagne, le Jacques Delors Institut – Berlin.

**Notre Comité européen d'orientation
Paris, 7 octobre 2016 – Liste des participants**

- **Joaquín Almunia**, ancien vice-président de la Commission européenne et ancien commissaire à la concurrence
- **Pascale Andréani**, ambassadrice, ancienne représentante permanente de la France auprès de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE)
- **Yves Bertoncini**, directeur de l'Institut Jacques Delors
- **Josep Borrell Fontelles**, ancien président de l'Institut universitaire européen de Florence et ancien président du Parlement européen
- **Jean-Louis Bourlanges**, ancien député européen
- **Lakhdar Brahimi**, ancien ministre des affaires étrangères algérien, ancien haut-représentant des Nations unies
- **Laurent Cohen-Tanugi**, vice-président du Conseil d'administration, trésorier de l'Institut Jacques Delors, avocat international et écrivain
- **Gerhard Cromme**, président du conseil de surveillance de Siemens AG
- **Étienne Davignon**, président de Friends of Europe, Ministre d'État belge, ancien vice-président de la Commission européenne
- **Renaud Dehoussse**, professeur, président de l'Institut universitaire européen de Florence
- **Nathalie Errard**, première vice-présidente d'Airbus
- **Jonathan Faull**, président de la Task Force chargée des questions stratégiques liées au référendum britannique auprès de la Commission européenne
- **Pavel Fischer**, consultant, ancien ambassadeur tchèque à Paris, ancien conseiller de Vaclav Havel
- **Nicole Gnesotto**, professeur titulaire de la Chaire sur l'Union européenne au CNAM, vice-présidente de l'Institut Jacques Delors
- **Élisabeth Guigou**, députée française, présidente de la commission des Affaires étrangères, ancienne ministre française
- **Philippe Lagayette**, Vice-Chairman Barclays Capital, président de la Fondation de France
- **Eneko Landaburu**, ancien ambassadeur et ancien chef de la Délégation de l'Union européenne au Royaume du Maroc
- **Enrico Letta**, président de l'Institut Jacques Delors, Doyen de l'École des affaires internationales de Sciences Po Paris (PSIA), ancien président du Conseil italien
- **Sophie-Caroline de Margerie**, conseillère d'État
- **Vitor Martins**, ancien ministre portugais
- **António Missiroli**, directeur de l'Institut d'études de sécurité de l'Union européenne
- **Riccardo Perissich**, vice-président exécutif de la Représentation italienne du conseil des États-Unis et de l'Italie, ancien directeur général pour l'Industrie à la Commission européenne
- **Gaëtane Ricard-Nihoul**, cheffe adjointe de la Représentation de la Commission européenne en France (participation à titre personnel)
- **Giuseppe Scognamiglio**, vice-président d'Unicredit
- **Antoinette Spaak**, Ministre d'État de Belgique, ancienne députée européenne
- **Christian Stoffaës**, membre du Conseil du Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII), président du Cercle des ingénieurs-économistes
- **Christine Verger**, directrice des relations avec les parlements nationaux à la direction générale de la Présidence du Parlement européen
- **Margrethe Vestager**, commissaire européenne à la concurrence, ancienne ministre danoise
- **António Vitorino**, avocat, ancien commissaire européen, ancien ministre portugais

2.2.5. Nos activités de valorisation des archives personnelles de notre président fondateur

Depuis le 17 février 2016, le fonds d'archives personnelles de notre président fondateur est disponible à la consultation auprès de nos partenaires académiques : les Archives historiques de l'Union européenne (Florence), la Fondation Jean Monnet (Lausanne), le Collège d'Europe (Bruges et Natolin), le Centre d'histoire de Sciences Po Paris ainsi que dans nos locaux et dans les locaux de notre bureau en Allemagne sur rendez-vous.

En parallèle de ces consultations libres, nous avons mis en place des actions incitatives visant à favoriser la consultation et la diffusion des archives :

- le prix Jacques Delors du Meilleur Mémoire (concernant les étudiants du Collège d'Europe) ;
- la Bourse d'étude Jacques Delors (post-doctorant) ;
- ainsi qu'un séminaire annuel réservé à un public d'experts et d'historiens de la construction européenne.

La valorisation des archives de notre président fondateur Les principales activités réalisées en 2016

- Le Prix Jacques Delors du Meilleur Mémoire a été décerné à Marine Borchardt (promotion 2015-2016 du Collège d'Europe) pour son mémoire, publié en Policy Paper : « Une Commission politique grâce à une nouvelle organisation. "Cette fois, c'est différent". Vraiment ? ».
- La Bourse d'étude Jacques Delors a été attribuée à Alessandra Bitumi qui a profité de trois mois de recherche pour s'intéresser à l'action de Jacques Delors sur la mise en place et la diffusion du modèle social européen. Ses conclusions sont disponibles dans le Policy Paper n°185 « Promouvoir l'Europe sociale : la quête du progrès pendant "l'ère Delors" ».
- « François Lamoureux, architecte de l'Europe », séminaire d'experts co-organisé avec les Archives historiques de l'Union européenne et Sciences Po Bordeaux, 11 juillet
- « Donner un nouvel élan à l'Union ? Pour un Acte unique européen remasterisé », séminaire d'experts co-organisé avec la Fondation Jean Monnet et la Commission européenne, Bruxelles, 8 décembre
- Inventaire, traitement et reconditionnement de la Série Jacques Delors des Archives de l'Institut Jacques Delors jusqu'aux années 2000
- Inventaire pour envoi aux Archives historiques de l'Union européenne des Archives personnelles de Pascal Lamy
- Pré-inventaire des archives de Christine Verger et conclusion d'une convention de dépôt d'archives privées

Pour en savoir plus : www.institutdelors.eu
Rubrique « Actualités et archives de Jacques Delors »

2.3. Notre financement en 2016

En 2016, l’Institut Jacques Delors a été classé 1^{er} Think-Tank dans la catégorie transparence par l’Observatoire européen des Think-Tanks. Le montant global de nos dépenses en 2016 s’est élevé à environ 1,670 million d’euros (*voir §2.3.5. Notre rapport financier*) ; montant en forte hausse par rapport à l’année précédente (1,2 million), et le résultat de l’exercice s’est révélé légèrement déficitaire. Nous avons pu bénéficier de ressources issues de partenaires récurrents, de financements dédiés à des projets spécifiques ainsi que de dons émanant de citoyens européens.

2.3.1. Nos financements structurels et nos partenaires

Nous avons bénéficié en 2016 du soutien de deux grands partenaires, versant une subvention supérieure ou égale à 100 000 euros, dans un cadre pluriannuel :



Solvay a rejoint en 2016 le cercle des partenaires qui nous apportent un soutien récurrent :



FUNDAÇÃO
CALOUSTE
GULBENKIAN



2.3.2. Nos financements projets

Une partie de nos activités de 2016 a été mise en œuvre sur la base de partenariats financiers liés à des projets spécifiques :

- Projet « La France et l’Europe : unis face aux menaces », cofinancé par le ministère français des Affaires étrangères et européennes (2015-2016) ;
- Projet « plan Juncker », cofinancé par la Caisse des dépôts et consignations (2015-2016), puis par le bureau parisien de la Commission européenne (2016-2017) ;
- Projet « Think tanks tandem », financé par le Ministre français des Affaires étrangères et européennes (2016) ;
- Projet « Hymnes et drapeaux », cofinancé par la fondation Hippocrène (2016) ;
- Projet « Politics of fears », financé par Demos (2016) ;
- Projet « Budget européen », cofinancé par le Parlement européen (2016) ;
- Projet « More EU », cofinancé par la Commission européenne (réseau Jean Monnet), en partenariat avec la Scuola Sant’Anna, Pise (2015-2017) ;
- Projet « Transition énergétique », cofinancé par la Caisse des dépôts et consignations (2016-2017) ;

- Projet « Des visages sur les clivages », cofinancé par le Parlement européen (2016-2017) ;
- Projet « Forum européen des think tanks », financé par la présidence maltaise de l'UE (2016-2017) ;
- Projet « Enable.eu », financé par le programme Horizon 2020 de la Commission européenne (2016-2019, en partenariat avec ISINNOVA, Rome)

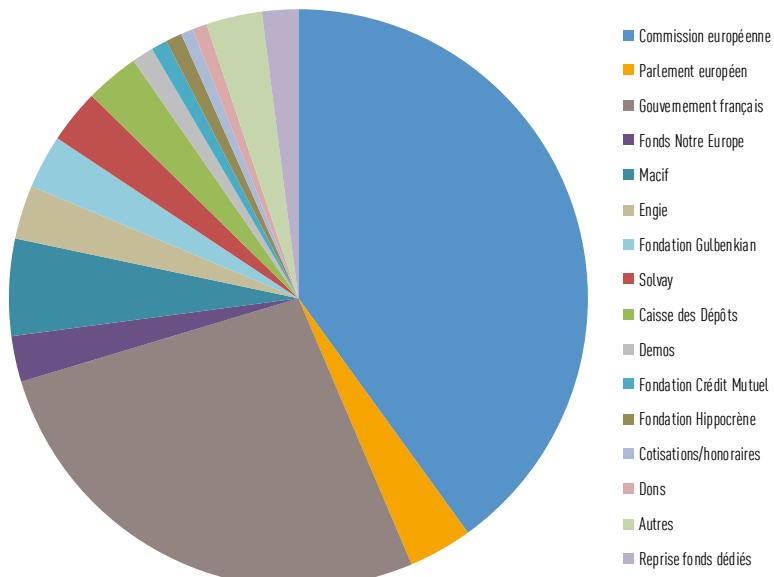


Nous avons également pu compter sur un soutien apporté par le Fonds Notre Europe, abondé par des honoraires recueillis par notre président *emeritus* Pascal Lamy, ainsi que sur un soutien d'Airbus, Axa et UniCredit pour l'organisation des célébrations du 20^e anniversaire de l'Institut.



Nous avons enfin bénéficié de soutiens en nature, notamment par la mise à disposition de locaux pour nos événements liés au 20^e anniversaire de l'Institut, de la part du Conservatoire National des Arts et Métiers (CNAM), de la Mairie de Saint-Omer et de la Maison des associations d'Orléans pour l'organisation de dialogues citoyens.

GRAPHIQUE 1 ► Nos sources de financements



2.3.3. Notre appel aux donateurs

Depuis 2015, il est possible de faire un don à l'Institut Jacques Delors, via le réseau Transnational Giving Europe. Une page dédiée de notre site web permet d'effectuer des dons en choisissant de soutenir l'ensemble des activités de l'Institut Jacques Delors ou les actions liées à l'un de nos trois axes de travail :

- Union européenne et citoyens : travaux sur la Fédération d'États nations, les institutions européennes, la démocratie européenne, l'espace de sécurité, liberté et justice, etc.
- Compétition, coopération, solidarité : travaux sur le marché unique, l'union économique et monétaire, le budget européen, l'Europe sociale, la Communauté européenne de l'énergie, etc.
- Actions extérieures européennes : travaux sur la politique européenne de voisinage, les relations entre l'UE et les États-Unis, l'Europe dans la mondialisation, etc.

Nous tenons à exprimer nos plus vifs remerciements aux citoyens et personnes morales qui ont répondu positivement à notre appel en 2016 (voir liste ci-dessous).

Nos donateurs en 2016

- | | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <ul style="list-style-type: none">• Aymeric Berling• Yves Bertoncini• Philippe de Schoutheete• Eric Deloire• Fondation Proficio• Clive Hole• Eneko Landaburu• Leo Guiseppe• Bruno Liehaberg | <ul style="list-style-type: none">• Erkki Liikanen• Pierre Mirel• Michel Richonnier• Françoise Russo-Marie• Sacred• Paul Tronchet• François Vié• Maurice Zylberberg |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

2.3.4. Nos dépenses

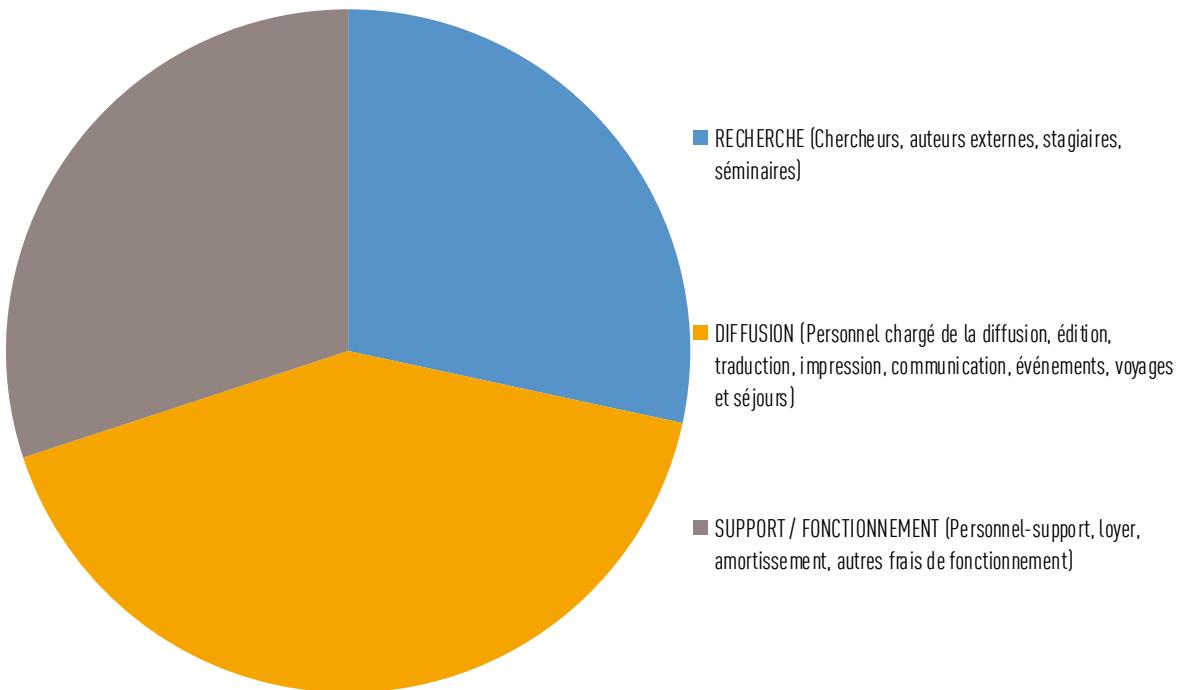
En 2016, les dépenses de l'Institut Jacques Delors se sont élevées à environ 1,670 million d'euros, soit une forte hausse par rapport à 2015.

Ces dépenses ont été réparties, comme les années précédentes, de manière relativement équilibrée entre trois pôles d'activités :

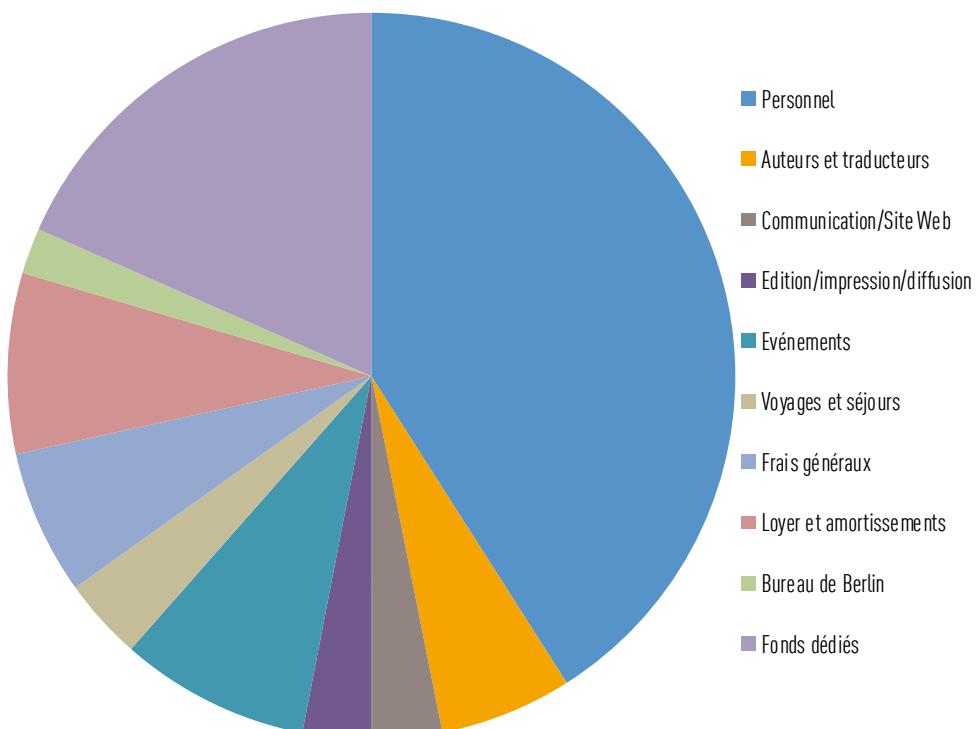
- Les dépenses liées à nos activités d'analyse et de recherche, comprenant la rémunération de nos chercheurs, celle des auteurs externes qui réalisent des publications sous notre direction et les frais liés à l'organisation de séminaires de recherche ;
- Les dépenses de diffusion, comprenant la rémunération des membres de notre équipe en charge de la diffusion et de la communication, l'édition, l'impression et la diffusion de nos publications, les frais liés aux événements de dissémination de nos recherches, les frais de traduction ainsi que les frais de déplacement et de séjour ;

- Les dépenses liées aux activités de support et à notre fonctionnement correspondent principalement à la rémunération du personnel administratif ainsi qu'aux coûts liés au fonctionnement, dont notamment la location de nos bureaux et les amortissements.

GRAPHIQUE 2 ▶ La répartition de nos dépenses, par pôles d'activités



GRAPHIQUE 3 ▶ La répartition de nos dépenses, par postes



2.3.5. Notre rapport financier

Notre bilan et notre compte de résultat (exercice clos le 31 décembre 2016) se présentent comme suit :

BILAN / BALANCE SHEET (en / in €)	2016	2015
Actif / Asset Base		
Actif immobilisé / Capital assets	77 220	45 930
Actif circulant / Circulating assets		
Créances / Accounts receivable	549 969	88 427
Valeurs mobilières de placement / Investment securities	0	0
Disponibilité / Cash	261 247	142 815
Charges constatées d'avance / Prepaid expenses	47 903	48 488
TOTAL	937 013	325 659
Passif / Equities		
Fonds propres / Capital	44 105	62 177
Provisions / Reserves	0	0
Fonds dédiés / Dedicated funds	307 028	33 549
Dettes / Liabilities	585 879	229 993
TOTAL	937 013	325 659

COMpte DE RÉSULTAT / INCOME STATEMENT (en / in €)	2016	2015
Produit d'exploitations / Operating revenue	1 661 664	1 260 683
dont / including:		
Contributions structurelles / Structural contributions		
Commission européenne / European Commission	350 000	350 000
Gouvernement français / French Government	340 000	34 000
Macif	90 000	110 000
Engie	50 000	70 000
Fondation Gulbenkian / Gulbenkian Foundation	50 000	60 000
Solvay	50 000	
TOTAL	930 000	930 000
Contributions liées à des projets / Project driven contributions		
Commission européenne / European Commission	315 417	9 685
Parlement européen / European Parliament	59 088	0
Ministère des Affaires européennes / French Ministry of European Affairs	84 327	20 000
Caisse des Dépôts et Consignations	50 000	50 000
Fonds Notre Europe / Notre Europe fund	42 619	120 000
France Stratégie	20 000	0
Demos	19 992	0
Fondation Crédit Mutuel / Crédit Mutuel Foundation	15 000	15 000
Fondation Hippocrène	15 000	0
Gouvernement luxembourgeois / Government of Luxembourg	0	17 002
Autres projets / Other projects	49 436	0

TOTAL	670 879	231 687
Cotisations et honoraires / Subscriptions and fees	11 400	11 937
Dons / Donations	13 410	23 860
Autres revenus / Other income	2 426	6 699
Annulation de provision / Cancellation of provision	33 549	56 500
Charges d'exploitation / Operating costs	1 671 057	1 237 410
Salaires et charges / Salaries and charges	684 841	620 330
Honoraires / Fees	98 380	59 567
Publications / Publications	50 738	50 652
Événements / Events	141 006	59 286
Déplacements, réceptions / Travel, Receptions	60 780	58 098
Communication, site web / Communication, Website	52 449	27 603
Fonctionnement / Administrative costs	107 497	107 886
Loyer / Rent	120 565	119 986
Amortissements / Depreciation	13 773	6 311
Subventions / Grants	34 000	55 625
Provisions / Reserves	307 029	15 566
Perte (annulation de provision) / Loss (cancellation of provision)	0	56 500
Résultat / Result	-9392	6 271

**Nous vous remercions d'avoir suivi nos activités en 2016
et vous invitons à continuer en 2017 sur :**

www.institutdelors.eu



L’Institut Jacques Delors est le think tank européen fondé par **Jacques Delors** en 1996 (sous le nom de *Notre Europe*), après la fin de sa présidence de la Commission européenne. Notre objectif est de produire des analyses et des propositions destinées aux décideurs européens et à un public plus large, ainsi que de contribuer aux débats relatifs à l’Union européenne.

Nous diffusons de nombreuses **publications** (Tribunes, Policy papers, Études & Rapports, Synthèses), vidéos et sons, organisons et participons à des **séminaires et conférences** partout en Europe et intervenons régulièrement dans les **médias européens**, par la voix de nos présidents, de notre directeur et de notre équipe.

Nos travaux s’inspirent des actions et des orientations promues par Jacques Delors, et traduisent les grands principes énoncés par notre « **Charte** ». Ils sont mis en œuvre à partir de **trois axes principaux** : « Union européenne et citoyens » couvre les enjeux politiques, institutionnels et civiques ; « Compétition, coopération, solidarité » traite des enjeux économiques, sociaux et territoriaux ; « Actions extérieures européennes » regroupe les travaux à dimension internationale.

L’Institut Jacques Delors est aujourd’hui présidé par **Enrico Letta**, Doyen de l’École des affaires internationales de Sciences Po Paris (PSIA) et ancien Président du Conseil des ministres italien, qui a succédé à **António Vitorino**, à **Tommaso Padoa-Schioppa**, à **Pascal Lamy** et à Jacques Delors. Notre directeur, **Yves Bertoncini**, anime une **équipe internationale** composée d’une quinzaine de membres, qui travaillent en coordination étroite avec les membres de notre bureau en Allemagne, le Jacques Delors Institut - Berlin, dirigé par **Henrik Enderlein**.

Les instances de l’Institut Jacques Delors sont composées de hautes personnalités européennes. Notre **Conseil des garants** assure la promotion de nos intérêts moraux et financiers. Notre **Conseil d’administration** est responsable de la gestion et de l’impulsion de nos travaux. Notre **Comité européen d’orientation** se réunit afin de débattre des sujets fondamentaux pour l’avenir de l’UE.

Toutes nos activités sont accessibles gratuitement, en français et en anglais sur notre **site** et via les **réseaux sociaux**. Nous agissons en toute indépendance vis-à-vis des pouvoirs politiques et des intérêts économiques.

Avec le soutien de :



19 rue de Milan, F – 75009 Paris
Pariser Platz 6, D – 10117 Berlin
info@delorsinstitute.eu
www.institutdelors.eu

